# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

**Jeudi 5 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°824 ■**


Chronique Eco

**La démographie, le gaz et l'IA pour redresser l'économie ?**

P 16

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

# Le FMI salue les progrès accomplis par l'Algérie

***La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva a mis en avant les progrès accomplis par l'Algérie, ces dernières années, pour promouvoir l'investissement, la numérisation ainsi que la promotion des exportations hors hydrocarbures, soulignant les bases «déjà solides» de l'économie algérienne.*** P 3

STABILISER LE MARCHÉ ET PRÉSERVER LE POUVOIR D'ACHAT

## *L'État mobilisé pour le Ramadhan 2026*

À l'approche du mois sacré de Ramadhan 2026, prévu dans moins de deux semaines, le gouvernement a mis en place un dispositif exceptionnel visant à garantir l'abondance des produits de large consommation, à stabiliser les prix et à lutter contre les pratiques spéculatives. Conscient des tensions récurrentes qui caractérisent cette période marquée par une hausse notable de la demande, l'Exécutif a anticipé les besoins du marché à travers une série de mesures coordonnées, mêlant approvisionnement renforcé, encadrement commercial, contrôles stricts et actions sociales ciblées.

P 3

**ENTRETIEN**

PR. ALI DAOUDI, AGROÉCONOMISTE ET ENSEIGNANT-CHERCHEUR AU QUOTIDIEN LES ENJEUX ECO

## *« Il faut adapter la céréaliculture aux spécificités de chaque territoire »*

La céréaliculture est un pilier stratégique de l'agriculture en Algérie, confrontée à des déficits structurels et à une forte variabilité climatique. Dans cet entretien accordé au quotidien « Les Enjeux Eco», Pr. Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'ENSA, a expliqué que le véritable défi n'est plus seulement d'augmenter les rendements des céréales, mais de les stabiliser, en adaptant les pratiques agricoles aux spécificités de chaque territoire et en structurant la profession agricole. Il a souligné également le rôle clé de la recherche agronomique, la nécessité de l'irrigation d'appoint, le développement de la céréaliculture dans le Sud, ainsi que l'importance de partenariats étrangers assortis de transferts technologiques durables.

P 5

PLACÉ SOUS LE THÈME : « LA PHARMACIE DE DEMAIN»

**Le Siphal 2026 s'ouvre à Alger avec la participation de 160 exposants** P 2

LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

**L'Union internationale des chemins de fer salue un exploit stratégique** P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Les hydrocarbures, les infrastructures et l'hydraulique à l'ordre du jour** P 16

VALORISATION DES DÉCHETS

## Le groupe GICA projette l'utilisation des combustibles solides de récupération

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) mène actuellement une étude technique visant la valorisation des déchets à fort pouvoir calorifique en tant que combustibles alternatifs dans les fours des cimenteries, ont indiqué ses représentants. Ce projet porte sur l'utilisation du RDF (Refuse-Derived Fuel), également appelé CSR (Combustible solide de récupération), issu du traitement et du tri des déchets ménagers, combinés à certains déchets industriels soigneusement analysés afin de répondre aux exigences techniques des installations de production de ciment, a expliqué le directeur du développement industriel du groupe, M. Merzak Zeboudj, dans une déclaration à l'APS, en marge du 15e Salon des énergies renouvelables, des énergies futures et du développement durable (ERA), qui s'est clôturé mercredi au Centre des conventions d'Oran.
Parmi les déchets industriels concernés figurent notamment les pneus usagés ainsi que les boues pétrolières, a-t-il précisé.
Selon le même responsable, le projet se trouve actuellement en phase d'étude, menée avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, en collaboration avec le Centre d'études et de services technologiques de l'industrie des matériaux de construction (CETEM). Cette étude devrait être finalisée d'ici avril 2026, a indiqué M. Zeboudj, soulignant qu'il n'existe pas encore, à ce stade, de filière nationale structurée dédiée aux combustibles alternatifs en Algérie.
Il a expliqué que l'objectif principal de cette démarche est de contribuer à la préservation des ressources naturelles, notamment le gaz naturel, à travers la substitution partielle des combustibles fossiles par des déchets valorisables sur le plan énergétique. Cette initiative vise également à offrir une solution durable à la gestion des déchets et à renforcer la transition énergétique de l'industrie cimentière nationale.

R E.

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

# Le FMI salue les progrès accomplis par l'Algérie

*La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva a mis en avant les progrès accomplis par l'Algérie, ces dernières années, pour promouvoir l'investissement, la numérisation ainsi que la promotion des exportations hors hydrocarbures, soulignant les bases «déjà solides» de l'économie algérienne.*

**Synthèse Z R/Agence**

«Nous saluons les progrès accomplis récemment pour promouvoir l'investissement et améliorer le climat des affaires grâce à l'adoption des lois sur l'investissement et le foncier, à la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et aux mesures de dématérialisation des services de l'administration publique, qui facilitent les formalités administratives», a indiqué Mme Georgieva dans un entretien à l'APS, affirmant que ces mesures s'accompagnent de progrès dans le développement des exportations hors hydrocarbures, « qui ont plus que doublé au cours des cinq dernières années».
La directrice général du Fonds, qui s'exprimait à la veille de sa participation à une conférence économique à Alger, organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI et intitulée «Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités», a noté que l'activité économique en Algérie «s'est bien redressée depuis la pandémie. La croissance est restée résiliente en 2025 favorisée par d'importants investissements publics, tandis que l'inflation a reculé», relevant la priorité accordée par les autorités algériennes à l'investissement dans les infrastructures numériques, au transport et à l'énergie.
La DG du FMI a relevé, dans ce cadre, que l'Algérie est devant bon nombre de défis, mais aussi d'opportunités, et que «l'évolution rapide de la technologie s'aligne bien avec les efforts de l'Algérie pour faire progresser la numérisation, alors que la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales offre des opportunités d'attirer les investissements et d'intensifier les échanges. L'Algérie dispose en outre d'un potentiel important dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'hydrogène vert».
Pour la même intervenante, les politiques et les investissements publics qui ont élargi l'accès à Internet, ont déjà favorisé l'émergence d'un écosystème de startups, ajoutant que «les investissements publics en cours dans les ports, les chemins de fer et la logistique peuvent réduire le coût des échanges et les délais, favorisant l'intégration de l'Algérie aux chaînes de valeur régionales et mondiales». Elle a expliqué à ce titre que «les efforts visant à exploiter les atouts de l'Algérie dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables peuvent lui permettre de jouer un rôle clé de pôle énergétique régional, grâce à l'interconnexion des réseaux électriques, à la production d'énergies renouvelables et aux nouveaux projets d'hydrogène vert.
Ces liens peuvent favoriser le développement industriel, le transfert de technologies et la création d'emplois par-delà les frontières». La conférence d'Alger intervient, indique Mme Georgieva, dans «un moment où la coopération régionale est plus importante que jamais. Dans un monde où les risques géopolitiques s'intensifient, la structure des échanges évolue et les chaînes de valeur se reconfigurent, une intégration régionale approfondie peut aider les pays à renforcer leur résilience et à réaliser une croissance plus durable et diversifiée».
Abordant sa première visite en Algérie à l'occasion de cette conférence internationale, elle a précisé qu'il s'agit d'une opportunité de renforcer le partenariat du FMI avec les autorités algériennes.

PLACÉ SOUS LE THÈME : « LA PHARMACIE DE DEMAIN»

# Le Siphal 2026 s'ouvre à Alger avec la participation de 160 exposants

**Par Zahir Radji**

La 20e édition du Salon international de la pharmacie (Siphal 2026) s'est ouverte hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 160 exposants nationaux et étrangers, représentant l'ensemble de la chaîne pharmaceutique – production, importation, promotion et distribution.
Placée sous le patronage du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, la manifestation se tient jusqu'à samedi prochain et devrait accueillir près de 11.000 visiteurs, selon les organisateurs.
S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture, le directeur du Salon, Yacine Louber, a indiqué que cette édition, organisée sous le thème : « La pharmacie de demain», est axée sur les perspectives d'évolution du secteur vers des services davantage orientés vers la prévention, la digitalisation et la prise en charge personnalisée des patients.
Au fil des années, le SIPHAL s'est imposé comme la référence nationale des salons pharmaceutiques. Son évolution et sa pérennité témoigne de l'essor du marché pharmaceutique et reflète le développement de la production nationale, fruit des efforts consentis par les hautes autorités du pays et de l'ensemble des opérateurs de la pharmacie, a souligné l'intervenant.
Le SIPHAL confirme ainsi son rôle d'espace central privilégié pour les échanges, les partenariats et l'innovation dans le domaine pharmaceutique, où pharmaciens d'officine, hospitaliers et industriels, experts, institutions réglementaires et étudiants se retrouvent pour débattre des défis et des enjeux du secteur.
Le programme scientifique prévoit des conférences consacrées notamment aux perspectives de l'industrie pharmaceutique nationale, aux bonnes pratiques, à l'oncologie, à l'optimisation de l'utilisation des dispositifs médicaux, ainsi qu'à la digitalisation et à l'apport de l'intelligence artificielle dans le domaine pharmaceutique.
Durant sa première journée scientifique du SIPHAL, pas moins de 09 communications ont été présentée autour de thématiques d'actualité stratégiques pour l'avenir du secteur, notamment : « Vision prospective sur l'industrie pharmaceutique algérienne, présentée par Dr Mohamed Nibouche de la SAPI (Société Algérienne de la Pharmacie Industrielle). La dispensation en officine des anticancéreux, abordée par le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (CNOP) ainsi que le Syndicat National Algérien des Pharmaciens d'Officine (SNAPO).
Optimisation de l'utilisation des dispositifs médicaux en établissement de santé, présentée par Pr El MansouriaNebchi de la SAPHO (Société Algérienne de la Pharmacie Hospitalière et Oncologique). Impact de la digitalisation et des nouvelles technologies sur la réglementation des dispositifs médicaux, présenté par Dr Mohamed Ikbal Mihoubi de l'ANPHA (Association Nationale des Pharmaciens Algériens). Autant de communications qui illustrent la volonté du SIPHAL de placer l'innovation, la réglementation et la pratique pharmaceutique au cœur des débats.

ORAN

# Ouverture de la 7e édition du Salon international du chocolat et du café

**Par R E.**

La 7e édition du Salon international du chocolat et du café a été ouverte, mercredi, au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, avec la participation de plus de 120 exposants, parmi des professionnels, artisans et acteurs du secteur, nationaux et étrangers.
La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée par l'établissement Vision Future, s'est déroulée sous la supervision du directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Noureddine Aïmar, représentant le ministère de tutelle qui parraine le salon, en présence des ambassadeurs de plusieurs pays africains accrédités en Algérie.
Dans une déclaration à la presse, le même responsable a indiqué que l'organisation de ce salon s'inscrit dans le cadre du soutien aux secteurs liés à l'hôtellerie, au tourisme et à la restauration, saluant l'amélioration de la qualité des produits algériens conformes aux normes internationales.
Le commissaire du salon, Mohamed Graya, a précisé que cette édition enregistre la participation de plus de 120 exposants représentant l'ensemble des maillons de la chaîne de production du chocolat et du café, allant des entreprises d'équipements et de machines aux fournisseurs de matières premières, en passant par les producteurs de confiseries, de chocolat, de café et de dérivés de la boulangerie ainsi que des arômes. Il a estimé que le salon est devenu une plateforme professionnelle intégrée d'échange d'expériences et de présentation des dernières innovations du secteur.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

STABILISER LE MARCHÉ ET PRÉSERVER LE POUVOIR D'ACHAT

# L'État mobilisé pour le Ramadhan 2026

*À l'approche du mois sacré de Ramadhan 2026, prévu dans moins de deux semaines, le gouvernement a mis en place un dispositif exceptionnel visant à garantir l'abondance des produits de large consommation, à stabiliser les prix et à lutter contre les pratiques spéculatives. Conscient des tensions récurrentes qui caractérisent cette période marquée par une hausse notable de la demande, l'Exécutif a anticipé les besoins du marché à travers une série de mesures coordonnées, mêlant approvisionnement renforcé, encadrement commercial, contrôles stricts et actions sociales ciblées.*

**Par Réda Hadi**

Depuis près de trois mois, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, en coordination avec plusieurs départements ministériels, a engagé un plan d'action axé sur la sécurisation des stocks stratégiques. Les capacités de production de produits essentiels ont ainsi été revues à la hausse, notamment pour l'huile alimentaire, le sucre blanc, la semoule, la farine et le lait pasteurisé en sachet, des denrées fortement sollicitées durant le mois de Ramadhan. Cette anticipation vise à éviter toute rupture d'approvisionnement et à contenir les pressions inflationnistes. Dans le même esprit, des mécanismes spécifiques ont été activés en collaboration avec le ministère de l'Agriculture afin d'assurer une disponibilité suffisante des fruits et légumes frais. Les marchés de gros, notamment ceux gérés par la société Magros, fonctionneront exceptionnellement sept jours sur sept, y compris les week-ends, pour garantir une alimentation continue des marchés de détail et limiter les fluctuations excessives des prix.

Autre mesure phare : la généralisation des marchés de proximité. Le ministère ambitionne l'ouverture d'au moins un marché par daïra à travers le territoire national. Ces espaces, mis en place en concertation avec les walis et les directions locales du commerce, permettront aux citoyens d'accéder à des produits de base à des prix raisonnables, avec une qualité contrôlée et des quantités suffisantes, tout en réduisant le rôle des intermédiaires.

Par ailleurs, la vente promotionnelle a été lancée de manière anticipée dès le 18 janvier dernier. Sur instruction de la ministre du Commerce, cette opération exceptionnelle se poursuivra jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr. Les opérateurs économiques sont fortement encouragés à y participer afin de contribuer à la préservation du pouvoir d'achat des ménages, particulièrement sollicité durant le mois sacré. En parallèle, les services de contrôle seront pleinement mobilisés. Les corps chargés du contrôle économique et de la répression des fraudes intensifieront les inspections portant sur l'affichage des prix, le respect des marges réglementées, la lutte contre la spéculation et la conformité sanitaire des produits alimentaires. Des laboratoires mobiles viendront renforcer le dispositif, en appui au réseau national composé de 42 laboratoires spécialisés.

C'est dans ce contexte que M. Nourredine Haridi, chargé de la Direction de la qualité et de la protection du consommateur au ministère du Commerce, est revenu en détail sur ces mesures lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale. Il a souligné que, malgré l'abondance recherchée, le Ramadhan demeure paradoxalement une période de gaspillage alimentaire accru.

Selon lui, le ministère a lancé une vaste campagne nationale de sensibilisation avant même le début du mois sacré, campagne qui se poursuivra jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr. L'objectif est de rationaliser la consommation, de lutter contre le gaspillage – notamment du pain – et de promouvoir des comportements responsables, en phase avec les valeurs du Ramadhan. Déployée à l'échelle nationale, cette campagne mobilise les directions du commerce de wilaya, les neuf directions régionales, ainsi que plusieurs organismes publics tels que le Centre national du registre de commerce (CNRC), les chambres de commerce et les associations de protection du consommateur. D'autres départements ministériels, dont ceux de la Santé, de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses, y prennent également part afin de toucher toutes les franges de la société. Les actions de sensibilisation cibleront les marchés, les grandes surfaces, les établissements scolaires et universitaires, ainsi que la restauration collective, souvent pointée du doigt pour les volumes importants de denrées jetées. Des journées d'étude, ateliers et rencontres de proximité seront organisés pour promouvoir une alimentation équilibrée, réduire la consommation excessive de sucre, de sel et de matières grasses, et rappeler l'importance du respect des règles d'hygiène et de sécurité sanitaire. Enfin, M. Haridi a insisté sur le rôle central du citoyen dans la réussite de ce dispositif. Les consommateurs sont appelés à faire preuve de vigilance, à vérifier l'étiquetage et les dates de péremption, et à signaler toute infraction via le numéro vert 1020 ou le site officiel du ministère. Une participation active, a-t-il conclu, indispensable pour faire du Ramadhan 2026 un mois placé sous le signe de la modération, de la solidarité et de la responsabilité collective.

EXPORTATIONS DE GAZ EN 2025

# L'Algérie confirme son rôle de pilier stratégique pour l'Europe

Par Selma Rachid.

Le paysage énergétique méditerranéen demeure fortement marqué par la présence de l'Algérie. Le pays conserve son statut de fournisseur incontournable de l'Union européenne et fait preuve d'une résilience notable dans un marché en mutation, malgré un exercice marqué par plusieurs contraintes techniques.

Dans un contexte où l'Europe s'emploie à sécuriser ses approvisionnements après la raréfaction des flux russes via l'Ukraine, les gazoducs algériens ont joué un rôle central. Selon les dernières données sectorielles du dernier rapport de l'OAPEC relatives à l'année, les exportations par canalisations vers le marché européen (principalement à destination de l'Italie et de l'Espagne) ont atteint environ 30 milliards de m³. Ce volume est en léger recul de 2,6 % par rapport aux 30,8 milliards de m³ enregistrés en 2024, une baisse attribuée à des opérations de maintenance sur des infrastructures côté italien. Cette évolution n'altère toutefois pas la solidité structurelle des flux. L'Algérie demeure un partenaire fiable pour l'Europe du Sud, assurant des livraisons régulières et prévisibles.

Le segment du gaz naturel liquéfié (GNL) affiche, en revanche, une évolution plus contrastée. Au quatrième trimestre 2025, les exportations se sont établies autour de 2,7 millions de tonnes, soit un niveau globalement comparable à celui de la même période de l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année, les volumes exportés atteignent 9,53 millions de tonnes, contre 11,5 millions en 2024, ce qui représente un recul de 17,1 %. Cette baisse ne reflète ni un affaiblissement de la demande ni une contrainte sur les ressources, mais s'explique par des arrêts programmés et des contraintes techniques ayant affecté certaines unités de liquéfaction. Ces opérations s'inscrivent dans une logique de sécurisation et de durabilité des installations à moyen et long terme.

Malgré ce repli conjoncturel sur le GNL, l'Algérie conserve une place de premier plan parmi les fournisseurs de l'Union européenne, aux côtés des États-Unis, du Qatar, de la Russie et du Nigeria. En combinant ses capacités d'exportation par gazoducs et par voie maritime, le pays confirme son positionnement stratégique et sa volonté de consolider son rôle dans la sécurité énergétique régionale, tout en poursuivant l'optimisation de son outil industriel. À l'échelle internationale, le marché du GNL a franchi un nouveau seuil en 2025. Le volume des échanges mondiaux a atteint environ 429,8 millions de tonnes sur l'année, en progression de 5,1 %. Cette croissance est portée par la mise en service de nouveaux projets de liquéfaction et par une demande soutenue sur plusieurs grands marchés importateurs. Le gaz confirme ainsi son rôle pivot dans les trajectoires de transition énergétique. Les pays arabes, à savoir le Qatar, l'Algérie, les Émirats arabes unis, l'Oman, l'Égypte et la Mauritanie, totalisent ensemble 109,1 millions de tonnes d'exportations en 2025, soit plus d'un quart du commerce mondial de GNL. Leur performance collective s'est particulièrement illustrée au quatrième trimestre, avec une progression annuelle de 5,1 %, confirmant le rôle structurant de cette zone dans l'approvisionnement énergétique international. Enfin, l'étude souligne l'accélération des stratégies nationales autour de l'hydrogène bas carbone. De nombreux pays, en particulier dans le monde arabe, multiplient les projets et les objectifs à l'horizon 2030–2040, traduisant une volonté de préparer l'après-gaz et de conserver un rôle majeur dans le futur mix énergétique mondial.

LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR–TINDOUF–GARA DJEBILET

# L'Union internationale des chemins de fer salue un exploit stratégique

**Par S R.**

La mise en service de la ligne ferroviaire Béchar–Tindouf–Gara Djebilet marque une avancée décisive dans la dynamique de développement industriel de l'Algérie. Long de près de 950 km, ce projet structurant pour le Grand Sud a reçu les félicitations de l'Union internationale des chemins de fer (UIC), qui le considère comme un exemple de transformation économique durable appuyée sur les infrastructures de transport.

La mise en service de cette nouvelle liaison ouvre une phase décisive pour la région minière de Gara Djebilet. Conçue à la fois pour le transport de marchandises et de passagers, la ligne vise à désenclaver des zones stratégiques, à fluidifier la logistique minière et à soutenir une nouvelle dynamique industrielle. Au-delà de sa dimension économique, le projet porte également un impact social important pour les populations situées le long du corridor, grâce à l'amélioration de la mobilité et de l'accès aux services.

La réalisation de l'ouvrage s'est appuyée sur l'expertise nationale, notamment celle de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), membre de l'UIC en Afrique. L'organisation internationale souligne que ce projet illustre pleinement le concept de développement par corridor, largement appliqué à l'échelle mondiale pour structurer l'activité économique autour d'axes logistiques intégrés.Dans ce cadre, l'UIC met en avant le choix du rail comme solution privilégiée pour les grands projets industriels. Le transport ferroviaire est présenté comme le moyen le plus efficace pour relier les zones minières aux centres industriels et aux ports, tout en garantissant une performance logistique élevée et une empreinte carbone réduite.

Sur le plan technique, le chantier se distingue par des réalisations d'envergure, notamment le viaduc franchissant l'Oued Daoura, long de 4,111 kilomètres, considéré comme le plus long viaduc ferroviaire d'Afrique. La ligne a été dimensionnée pour supporter une charge de 32,5 tonnes par essieu, un standard élevé indispensable pour l'acheminement de volumes importants de minerai de fer dans des conditions de sécurité et de rendement optimales.Sur le plan opérationnel, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), membre de l'UIC depuis 1929, a déjà engagé l'exploitation des services voyageurs, avec des dessertes assurées au départ de Tindouf et de Béchar, marquant le début de l'intégration progressive de la ligne dans le réseau national.

Pour l'UIC, la cadence de réalisation du projet reflète l'efficacité de la coordination entre les différentes parties prenantes algériennes autour d'une vision partagée. L'organisation souligne que ce type de coopération permet de concrétiser des projets d'infrastructure lourde répondant à la fois aux impératifs économiques et aux exigences environnementales.

DANS LE CADRE DU DÉPLOIEMENT PROGRESSIF DE LA 5G

## Ooredoo Algérie accompagne le projet de ville intelligente Guenzet Smart City

Dans le cadre du déploiement progressif de la technologie de la 5G en Algérie, Ooredoo Algérie, acteur majeur des télécommunications et des technologies numériques, a franchi une nouvelle étape en assurant l'accompagnement exclusif du projet pilote « Guenzet Smart City » à Sétif, dans le cadre de son programme de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), en partenariat avec l'entreprise algérienne DEO Électronique et les autorités locales.Ce projet repose sur des solutions de l'Internet des objets (IoT) et des technologies de télécommunication modernes, permettant une gestion intelligente et centralisée des équipements et des infrastructures, ainsi qu'une amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens. Le projet est fondé sur une infrastructure intelligente permettant la gestion centralisée et à distance des certains équipements communaux, à partir d'une salle de contrôle et de supervision installée au niveau du siège de l'APC de Guenzet.Les premières réalisations opérationnelles comprennent un système intelligent de gestion des chaudières et de la présence en milieu scolaire,un système de pilotage et d'optimisation de l'éclairage public ainsi qu'une plateforme de supervision centralisée, garantissant un suivi en temps réel, une meilleure réactivité et une optimisation de l'utilisation et la rationalisation des ressources et de l'énergie.

L'inauguration officielle du projet s'est tenue le mardi 03 février 2026 au siège de la commune de Guenzet, dans la wilaya de Sétif, en présence du Wali M. Mustapha Limani, du Directeur Général de Ooredoo Algérie M. Roni Tohme, de représentants d'institutions publiques, ainsi que les autorités locales, soulignant la portée stratégique de cette initiative pour le développement territorial et la modernisation des services publics.

Le projet « Guenzet Smart City » figure parmi les tout premiers projets opérationnels de villes et villages intelligents adossés au déploiement progressif de la technologie 5G en Algérie. Il s'inscrit pleinement dans les politiques nationales visant à concrétiser la transformation numérique. Ce projet ouvre également de nouvelles perspectives pour l'émergence d'une nouvelle génération d'espaces urbains et ruraux intelligents et connectés, sobres en consommation énergétique et à haute performance, s'appuyant sur les technologies de l'Internet des objets (IoT) et les capacités avancées des réseaux mobiles de nouvelle génération.

Le développement du projet a été assuré par l'entreprise DEO Électronique, une société algérienne innovante spécialisée dans les solutions électroniques avancées, notamment les systèmes de contrôle SCADA et la supervision à distance, avec un taux d'intégration nationale supérieur à 90 %.

Communiqué

ALGÉRIE-PORTUGAL

# Les relations bilatérales sont excellentes et spéciales

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Paulo Rangel, a qualifié d'"excellentes" et "spéciales" les relations entre son pays et l'Algérie, souhaitant que sa visite en Algérie sera une occasion pour les consolider davantage.

"C'est un honneur pour moi d'être reçu par Monsieur le président de la République et je suis content de visiter l'Algérie, une occasion de créer les conditions pour consolider les relations bilatérales qui sont déjà excellentes et spéciales", a déclaré M. Rangel, à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Outre l'état des relations entre l'Algérie et le Portugal qui partagent les mêmes valeurs, le ministre portugais a indiqué avoir abordé avec le président de la République les perspectives d'avenir de cette relation bilatérale ainsi que les relations très importantes entre l'Algérie et l'Union européenne.

Il a ajouté avoir évoqué avec le président de la République les questions internationales, notamment "le Moyen-Orient, les conflits en Afrique et la situation au Sahel".

Par ailleurs, le ministre portugais a rappelé, à cette occasion, la teneur de "sa réunion très approfondie et détaillée" avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.

APS

RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

# Une cargaison de 380 bus réceptionnée au port de Djen Djen/Jijel

**Une cargaison de 380 bus, importés dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs, a été réceptionnée, mardi soir, au port de Djen Djen à Jijel.**

**Le directeur général de l'Entreprise portuaire, Walid Bougous, a précisé, dans une déclaration à la presse en marge de la réception de cette cargaison, que "dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République visant l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs, une première cargaison constituée de 380 bus de différents types, a été réceptionnée ce mardi soir".**

**Le même responsable a également annoncé l'accostage au port de Jijel, le 6 février prochain, d'un autre navire chargé de 210 bus, ajoutant que l'opération de réception d'autres bus "se poursuivra au cours des prochains jours".**

**Pour rappel, l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, avait réceptionné, dimanche au port d'Alger, une première cargaison de 335 bus.**

**APS**

SALON ET DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉNERGIE DU NIGERIA

# L'Algérie prend part à l'ouverture de la 9e édition à Abuja

Représentant le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures et des Mines, Miloud Medjelled, a pris part, mardi, à la cérémonie d'ouverture de la 9e édition du Salon et de la Conférence internationale sur l'énergie du Nigeria (NIES 2026), organisée à Abuja, a indiqué un communiqué du ministère.

La cérémonie s'est déroulée en présence du vice-président de la République fédérale du Nigeria et du président de la République de Gambie, ainsi que de plusieurs hauts responsables et ministres.

Ont également assisté à l'ouverture, les ministres du Pétrole et du Gaz du Nigeria et de la Côte d'Ivoire, ainsi que le président et le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO).

A l'issue de la cérémonie, le secrétaire général de l'APPO, l'Algérien Farid Ghezali, a participé à un panel consacré au développement du secteur de l'énergie en Afrique et au renforcement de la coopération entre les pays membres.

En marge des travaux, Miloud Medjelled a tenu une rencontre bilatérale avec le ministre de l'Energie de la Côte d'Ivoire, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du pétrole et du gaz, à travers l'échange d'expertises et l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement conjoint.

La participation de l'Algérie à cet événement s'inscrit dans le cadre du renforcement de sa présence dans les fora énergétiques africains et internationaux, et la promotion de la coopération régionale, en vue de contribuer au développement durable du continent africain.

R E

## Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

**عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 فيفري 2026**
**Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Février 2026**

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg | | | أسعار التجزئة[1] دج / كلغ | | المنتجات |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | | | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 67 | 75 | 59 | البطاطا | خضر طازجة | |
| | Tomate | 87 | 103 | 71 | الطماطم | | |
| | Oignon sec | 72 | 80 | 64 | البصل الجاف | | |
| | Ail sec | 829 | 902 | 757 | الثوم الجاف | | |
| | Carotte | 92 | 104 | 79 | الجزر | | |
| | Navet | 104 | 116 | 91 | اللفت | | |
| | Choux fleur | 78 | 88 | 68 | قرنبيط | | |
| | Choux | 85 | 96 | 74 | الكرنب | | |
| | Courgette | 118 | 132 | 103 | الكوسة | | |
| | Haricot vert | 336 | 364 | 308 | الفاصولياء الخضراء | | |
| | Laitue | 148 | 164 | 133 | الخس | | |
| Fruits frais | Mandarine | 177 | 212 | 143 | المندرين | فواكه طازجة | |
| | Orange | 148 | 186 | 109 | البرتقال | | |
| | Citron | 149 | 171 | 126 | الليمون | | |
| | Pomme locale | 399 | 478 | 319 | التفاح المحلي | | |
| | Datte | 519 | 641 | 396 | التمر | | |
| | Banane | 487 | 512 | 462 | الموز | | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 1915 | 2063 | 1767 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني | |
| | Poulet de chair | 340 | 354 | 326 | الدجاج | | |
| | Œufs (Unité) | 20 | 21 | 19 | البيض (وحدة) | | |
| | Lait de vache (Litre) | 96 | 102 | 89 | حليب البقر (لتر) | | |

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 345,00 | 345,00 | 0,00 | 1,88 | -15,96 | 6,09 | 10,14 | 6636 | 2 289 420,00 |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL | 1 400,00 | NC | 0,00 | -0,20 | -0,78 | 9,00 | 5,56 | 0 | 0,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 501,00 | NC | 0,00 | 0,00 | 1,99 | 6,65 | 6,40 | 0 | 0,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 295,00 | 2290,00 | -0,22 | -0,29 | 1,00 | 10,92 | 5,46 | 2155 | 4 934 950,00 |
| EGH El Aurassi | AUR | 360,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -7,55 | 4,55 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 420,00 | NC | 0,00 | 0,00 | 4,10 | 3,97 | 5,00 | 0 | 0,00 |

PR. ALI DAOUDI, AGROÉCONOMISTE ET ENSEIGNANT-CHERCHEUR AU QUOTIDIEN « LES ENJEUX ECO »

# «Il faut adapter la céréaliculture aux spécificités de chaque territoire»

*La céréaliculture est un pilier stratégique de l'agriculture en Algérie, confrontée à des déficits structurels et à une forte variabilité climatique. Dans cet entretien accordé au quotidien « Les Enjeux Eco», Pr. Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'ENSA, a expliqué que le véritable défi n'est plus seulement d'augmenter les rendements des céréales, mais de les stabiliser, en adaptant les pratiques agricoles aux spécificités de chaque territoire et en structurant la profession agricole. Il a souligné également le rôle clé de la recherche agronomique, la nécessité de l'irrigation d'appoint, le développement de la céréaliculture dans le Sud, ainsi que l'importance de partenariats étrangers assortis de transferts technologiques durables.*

2e partie et fin

**Propos recueillis par Zahir Radji**

**Le développement de la céréaliculture dans le Sud est-il une alternative crédible ?**

Alors pour le Sud, l'Algérie a fait le choix d'aller faire du Sud une sorte de secteur (10:01) moins risqué pour la céréaliculture. Je trouve que c'est un bon choix, vu les conditions géopolitiques dans lesquelles nous évoluons, je trouve que c'est un bon choix. Donc l'État ambitionne d'avoir une céréaliculture spécifique dans le Sud, un demi-million d'hectares, voire un peu plus, qui seraient mis en culture et sur lesquels on espère produire des niveaux de rendement très élevés, de type 65-70 quintaux à l'hectare en moyenne.

On n'y est pas encore, on est encore à 40 quintaux à l'hectare en moyenne, et c'est très peu par rapport à des conditions où normalement tous les facteurs de production sont contrôlés. Et donc la céréaliculture du Sud devrait être la variable d'ajustement de la filière céréalière en Algérie, c'est-à-dire que c'est par elle que l'État sécurise au moins 4 millions de tonnes chaque année de production locale, le reste étant produit au Nord du pays.

S'il y a des problèmes au Nord, on importera et on compensera par la constitution de stocks, mais ce pilier du Sud, qui sécurisera l'équivalent de 45 à 50 % de la consommation nationale, est nécessaire aujourd'hui, vu l'évolution des tendances sur le marché mondial et les risques géopolitiques.

**Et pour l'arrivé de partenaires étrangers, c'est important ?**

Alors les partenaires étrangers, l'ouverture aux partenaires internationaux, c'est toujours une excellente chose. Pourquoi ? Parce que d'abord, il y a des pays qui nous ont devancés sur le plan technologique, sur le plan organisationnel, et donc le partenariat en général apporte trois facteurs. Il apporte d'abord les capitaux, il apporte l'innovation technologique et il apporte aussi les innovations organisationnelles, parce que produire dans de grosses exploitations de plusieurs milliers d'hectares, nous n'avons pas, historiquement, l'expérience en Algérie dans le management de ce type d'exploitation.

Donc, quand on accueille des investisseurs projets qui ont de l'expérience dans d'autres pays à gérer ce type d'investissement, c'est une bonne chose.

Par contre, moi je suis un peu sensible à deux choses, c'est que ces partenaires, quand ils viennent, ils (12:11) viennent bien sûr pour gagner de l'argent.

Qu'est-ce qui les attire chez nous ? Deux variables, deux facteurs de production : c'est l'eau pas chère ou gratuite et c'est l'énergie pas chère. Et donc, en contrepartie de ces deux ressources qui constituent notre attractivité, s'ils viennent pour prendre ça, il faudrait qu'on négocie pas seulement de la production agricole qu'on peut acheter sur le marché international, qu'on négocie un vrai transfert de technologie, qu'on négocie un vrai transfert dans les contrats et les cahiers des charges.

Moi, je ne suis pas dans les négociations donc je ne sais pas ce qu'il y a dedans. Mais je souhaiterais que ceux qui sont en train de négocier des partenariats intègrent d'une manière claire le transfert de technologie vers justement l'agriculture nationale, que ces projets fassent tâche d'huile dans les territoires où ils sont implantés, qu'on utilise les mêmes ressources génétiques qu'ils utilisent.

En définitive, qu'est-ce qui restera lorsque ces projets partiront, lorsque ces investisseurs partiront ? Qu'est-ce qui reste en Algérie ? On ne veut pas qu'il reste des pivots, des cimetières de pivots et des sols salés. On voudrait qu'il reste des savoir-faire qui auraient été transférés, des exploitations algériennes qui auraient profité de ce transfert et qu'elles prospéreront après le départ. Parce qu'un jour ou l'autre, lorsqu'il y aura des problèmes et lorsque la rentabilité ne sera plus au rendez-vous, ces investisseurs étrangers partiront. Il y a un autre point qui, pour moi, me pose problème, c'est qu'en grande partie l'agriculture dans le Sud n'est rentable que par les subventions. Subventions directes, c'est-à-dire le prix du blé et les subventions pour les producteurs algériens, et pourquoi on va les subventionner pour des multinationales. Les subventions indirectes, c'est-à-dire l'exonération d'impôts, c'est-à-dire l'électricité subventionnée, c'est-à-dire l'eau subventionnée et un accès quasi gratuit au foncier. Tout ça, ce sont des subventions qui font que peut-être ces investissements sont rentables. Et donc, si demain l'Algérie a des difficultés budgétaires et ne peut maintenir ses subventions, ses investisseurs risquent de partir parce que ça ne deviendrait plus rentable. Et donc, on est quelque part un peu tenus de leur maintenir ces subventions, et on sera en difficulté par rapport à ces gros projets qui vont bouffer une grosse part des subventions que l'État va mettre sur le secteur agricole. Donc, réfléchissons un peu à ça.

**En résumé, est-ce que l'Algérie peut avoir son autosuffisance alimentaire ?**

Autosuffisance alimentaire, c'est trop dire. Mais autosuffisance en blé, je dirai oui.

Il est difficile de l'obtenir, mais c'est une condition de souveraineté alimentaire. Donc oui, on devrait l'avoir.

**Quels sont les principaux obstacles à la création et au fonctionnement des coopératives agricoles en Algérie, et quelles mesures l'État pourrait-il prendre pour surmonter ces difficultés ?**

La création de coopératives agricoles ne se limite pas au cadre réglementaire, bien que celui-ci ait été ajusté en 2000 avec un nouvel arrêté visant à faciliter leur création. Pourtant, cela reste insuffisant : les coopératives peinent à voir le jour, révélant un problème majeur dans les conditions de leur mise en place. Aujourd'hui, les agriculteurs disposent d'alternatives sur le marché, dans un contexte d'économie agricole de pénurie où toute production, même non optimale, trouve preneur. Dans ces conditions, les petits agriculteurs ne sont pas contraints de s'organiser collectivement, d'autant que les coûts de transaction — gestion, gouvernance, comptabilité et confiance — sont élevés. Même si la coopération pouvait générer des marges supplémentaires, ils ne croient pas que l'organisation collective serait réellement rentable. Pour sortir de ce dilemme, l'État doit aller au-delà de la réglementation : conditionner certaines subventions à l'organisation collective, mais également mettre à disposition des coopératives, via les chambres d'agriculture, des services mutualisés, comme un service commun de comptabilité et des gestionnaires professionnels pendant les premières années. Ces mesures permettraient de réduire les coûts de lancement et d'accompagner les coopératives durant leur période juvénile, créant ainsi les conditions nécessaires à leur succès.

Z R.

MÉDÉA

## Dotation de l'ADE en équipements d'intervention

L'antenne de la wilaya de Médéa de l'Algérienne des Eaux (ADE) a été dotée d'un lot d'équipements destinés à renforcer les moyens d'intervention sur le terrain des équipes techniques, à-on avisé, mardi, auprès de cette compagnie publique.
Ce lot d'équipements d'intervention représente la première tranche des aides fournies par les autorités locales à l'ADE et financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), indiquées à la cellule de communication de l'ADE.
Cet équipement consiste en des tractopelles, d'appareils de soudure, des motocycles pour les déplacements des réparateurs et divers outils servant aux travaux de réparation des fuites et des conduites d'eau, a détaillé la même source.
Cette dotation s'inscrit dans le cadre du renforcement des moyens d'intervention des équipes d'entretien et est appelée à améliorer la qualité et la continuité du service public, est-il souligné.
L'acquisition de cet équipement permettra à l'ADE d'assurer une meilleure gestion du réseau de distribution d'eau potable à travers les 48 communes qu'elle gère directement, sur les 64 communes qui comptent la wilaya, et d'optimiser ces opérations d'intervention sur le terrain, a-t-elle souligné.

APS

MOSTAGANEM

## Plus de 5.000 habitations raccordées au gaz naturel en 2025

Plus de 5.000 habitations ont été raccordées au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Mostaganem au cours de l'année 2025, selon un communiqué publié, mardi, par les services de la wilaya.
Le secteur de l'énergie a retenu, au cours de l'année écoulée, de la réalisation d'un réseau de gaz de 170 kilomètres, permettant le raccordement de 5.362 foyers au gaz naturel, précise-t-on de même source.
Ces opérations, financées à hauteur de 653 millions de dinars, ont concerné le chef-lieu de la commune d'Oued El Kheir ainsi que neuf localités réparties sur huit communes, dont Sefsaf, Aïn Nouissy, Touahria, Achaacha et Sidi Lakhdar, où les travaux ont été achevés à 100%.
Par ailleurs, les travaux de raccordement des villages de Sidi Afif (commune de Sidi Ali), Sidi Echaraf (commune de Sirat) et El Louza (commune de Fornaka) sont en cours, avec des taux d'avancement compris entre 25 et 45%, selon la même source.
Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme de renforcement du raccordement au gaz naturel, qui a globalement l'an dernier d'une enveloppe financière de 827 millions de dinars.
Un autre projet pertinent du même programme concerne le raccordement de la zone industrielle d'El Bordjia, pour un montant de 174 millions de dinars. Les travaux de ce projet ont été achevés à 100% et l'infrastructure est désormais prête à être mise en service, indiquant les services de la wilaya.

APS

BOUMERDÈS

# Plus de 30.000 logements raccordés à l'électricité et au gaz en 2025

*La wilaya de Boumerdès a franchi une étape importante en matière d'amélioration des services publics de base au cours de l'année 2025. L'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz a procédé au raccordement de plus de 30.000 logements aux réseaux énergétiques, confirmant ainsi la dynamique de développement engagée à l'échelle locale.*

**Synthèse Rédaction régionale**

Ces réalisations ont été rendues publiques mardi à l'issue du conseil exécutif de la wilaya, consacré à l'examen de l'état d'avancement des différents programmes de développement. Selon le responsable local de l'entreprise, Hamza Sahli, ces opérations s'inscrivent à la fois dans la réponse aux demandes croissantes des citoyens et dans l'accompagnement des autorités locales pour la concrétisation des projets d'habitat et d'équipements publics.
Dans le détail, plus de 20.300 logements ont été raccordés au réseau de distribution de l'électricité, tandis que plus de 10.200 autres ont bénéficié d'un raccordement au réseau de gaz naturel. Ces interventions ont concerné plusieurs formules de logements, notamment ceux relevant des programmes publics, promotionnels et ruraux, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des habitants et à la réduction des disparités entre zones urbaines et rurales.
Parallèlement, les efforts ont également porté sur le soutien aux activités économiques et aux infrastructures publiques. Ainsi, près de 90 exploitations ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz, dont sept exploitations agricoles ayant bénéficié d'un raccordement électrique, une mesure visant à renforcer la production agricole locale. En outre, 36 établissements éducatifs ont été connectés aux réseaux énergétiques, garantissant de meilleures conditions de fonctionnement pour les écoles et centres de formation.
Pour accompagner ces opérations de raccordement, d'importants travaux d'infrastructure ont été réalisés. Ils ont notamment porté sur la mise en service de 27 postes de transformation électrique, la réalisation de 193 kilomètres de lignes de distribution d'électricité et la pose de 216 kilomètres de conduites de distribution de gaz naturel.
Grâce à ces investissements, la direction de Sonelgaz à Boumerdès assure aujourd'hui l'approvisionnement de plus de 355.000 clients en électricité et de plus de 213.000 clients en gaz naturel. Ces chiffres traduisent l'ampleur des efforts consentis et témoignent de la volonté des pouvoirs publics de renforcer l'accès à l'énergie, levier essentiel du développement économique et social de la wilaya.

GUELMA

## Ouverture d'un espace de vente des produits alimentaires du groupe public Agrodiv à Bouchegouf

Un espace de vente des produits alimentaires des unités du groupe agro-industriel public, Agrodiv, a été ouvert au complexe commercial et industriel El Sahia (unité de production de pâtes alimentaires sans gluten) de la commune de Bouchegouf (Guelma), a-on été informé mardi auprès de la direction de ce complexe.
Dans une déclaration à l'APS sur site, Abderaouf Amrani, chef du département de commercialisation de ce complexe pertinent du groupe Agrodiv, a indiqué que cet espace, mis en service au début de ce mois de février, facilitera aux habitants de cette commune (35 km de Guelma) et des communes voisines l'acquisition des divers produits alimentaires des unités du groupe activant à l'échelle nationale.
Tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés pour assurer la disponibilité en quantités suffisantes des diverses denrées surtout que cette région constitue un lieu de transit vers plusieurs wilayas de l'Est du pays, selon la même source.
Un stand a été réservé dans cet espace à la vente des pâtes alimentaires sans gluten produites à Bouchegouf et destinées aux personnes atteintes de la maladie cœliaque (intolérance au gluten), selon le même responsable.
Au niveau de cet espace de commercialisation, un engouement visible est observé et les citoyens approchés par l'APS ont salué l'initiative.

Agence

MILA

## Plus de 40 millions DA pour l'équipement des structures de la jeunesse et des sports

Une enveloppe financière de 43 millions DA a été octroyée pour l'équipement des structures pertinentes du secteur de la jeunesse et des sports de toutes les communes de la wilaya de Mila, à-on avisé mardi auprès du chargé de gestion des affaires de la direction de la jeunesse et des sports (DJS).
Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed -Riadh Sebti, a précisé que dans le cadre du fonds de wilaya des initiatives de jeunes de l'exercice 2025, un montant de 33 millions DA a octroyé à l'acquisition d'équipements de jeunesse et des sports qui seront distribués aux structures qui en ont besoin dès l'achèvement des procédures requises.
Le ministère de la Jeunesse a accordé au titre de l'exercice 2026 un montant de 10 millions DA pour le renforcement des établissements de jeunes de la wilaya en équipements pédagogiques incluant les nouvelles activités dont la robotique, l'intelligence artificielle (IA) et l'astronomie, selon la même source qui a indiqué que les services de la direction de la jeunesse et des sports finalisent actuellement les procédures administratives pour l'acquisition de ce type d'équipements.
Dans le même contexte, le même responsable a fait état de la création de sept clubs scientifiques de robotique et d'intelligence artificielle au sein des établissements de jeunes de plusieurs communes et l'adhésion y est ouverte aux jeunes intéressés, précisant que plusieurs cadres de la direction ont été formés à l'animation et l'encadrement de ces clubs.

R.R.

EL-MEGHAÏER

## Un programme riche d'activités de solidarité à l'occasion du Ramadhan

Un programme riche et varié, comprenant diverses actions de solidarité, a été établi dans la wilaya d'El-Meghaïer, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, à-on informé mardi de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS).
Dans ce cadre, une réunion a été tenue avec les bienfaiteurs intéressés par l'ouverture de restaurants Rahma, en capitalisant sur le succès de l'expérience de l'année écoulée, a indiqué la même source.
A ce jour, six demandes ont d'ores et déjà été déposées auprès des services concernés de la DASS, alors que les procédures administratives nécessaires seront bientôt engagées pour délivrer les autorisations, à-on précisées.
Les préparatifs d'un concours de mémorisation du Saint Coran au profit des enfants handicapés mentaux relevant des centres de prise en charge psychopédagogique des communes d'El-Méghaïer et Djamaa, ont également été entamés, en coordination avec la direction locale des affaires religieuses et des wakfs.
Les encadrés par des imams et cadres du secteur des affaires religieuses, des dourous visant à renforcer les valeurs religieuses et morales de cette frange de la société, sont aussi au programme.
Il en outre prévu une série de campagnes de sensibilisation sur les bienfaits du jeûne, organisées en collaboration avec les services du commerce et les cellules locales de solidarité.
Par ailleurs, des démarches sont en cours pour assurer la distribution des vêtements de l'Aïd El-Fitr aux orphelins et enfants issus de familles nécessiteuses à travers la wilaya.
Ce programme illustre la volonté du secteur de l'action sociale et des différents acteurs de consolider les valeurs de solidarité et d'entraide tout au long de cette occasion religieuse.

APS

TRAITÉ NEW START

# Les États-Unis et la Russie vont-ils abandonner toute restriction nucléaire ?

*Pour la plupart d'entre nous, le vendredi 6 février 2026 ne sera probablement pas différent du jeudi 5 février. Ce sera un jour de travail ou d'école pour beaucoup d'entre nous. Il sera peut-être consacré aux courses pour le week-end, à une soirée entre amis ou à toute autre tâche banale de la vie quotidienne.*

1ère partie

**Par Michael T. Klare (*)**

Mais d'un point de vue historique mondial, cette journée marquera un tournant dramatique, avec des conséquences profondes et potentiellement catastrophiques. Pour la première fois en 54 ans, les deux principales puissances nucléaires mondiales, la Russie et les États-Unis, ne seront plus liées par aucun traité de contrôle des armements et seront donc légalement libres de remplir leurs arsenaux nucléaires avec autant de nouvelles ogives qu'elles le souhaitent – une mesure que les deux parties semblent prêtes à prendre.

C'est difficile à imaginer aujourd'hui, mais il y a 50 ans, au plus fort de la Guerre froide, les États-Unis et la Russie (alors l'Union soviétique) possédaient à eux deux 47 000 ogives nucléaires, soit suffisamment pour exterminer plusieurs fois toute vie sur Terre. Mais alors que les craintes du public face à l'anéantissement nucléaire augmentaient, en particulier après l'expérience de mort imminente de la crise des missiles de Cuba en 1962, les dirigeants de ces deux pays ont négocié une série d'accords contraignants visant à réduire leurs arsenaux et à diminuer le risque d'apocalypse. Le premier cycle de ces négociations, les pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT I), a débuté en novembre 1969 et a abouti au tout premier accord de limitation des armes nucléaires, SALT I, en mai 1972. Il a été suivi en juin 1979 par le SALT II (signé par les deux parties, mais jamais ratifié par le Sénat américain) et par deux traités de réduction des armes stratégiques (START I et START II), respectivement en 1991 et 1993. Chacun de ces traités a réduit le nombre d'ogives nucléaires déployées sur les missiles balistiques intercontinentaux, les missiles balistiques lancés par sous-marins et les bombardiers à longue portée américains et soviétiques/russes.

Dans le but de réduire encore davantage ces chiffres, le président Barack Obama et le président russe Dmitri Medvedev ont signé en avril 2010 un nouveau traité de réduction des armes stratégiques (New START), un accord limitant le nombre d'ogives nucléaires déployées à 1 550 de chaque côté – ce qui reste encore suffisant pour exterminer toute vie sur Terre, mais loin de la limite de 6 000 ogives par côté fixée par le traité START I. Initialement prévu pour expirer le 5 février 2021, le traité New START a été prolongé de cinq ans (comme le permet le traité), repoussant la date d'expiration au 5 février 2026, qui approche à grands pas. Et cette fois-ci, aucune des deux parties n'a manifesté la moindre intention de négocier une nouvelle prolongation.

**La question est donc la suivante : que signifiera exactement l'expiration définitive du traité New START le 5 février ?**

La plupart d'entre nous n'y avons pas beaucoup réfléchi au cours des dernières décennies, car les arsenaux nucléaires ont, pour l'essentiel, diminué et la menace (apparente) d'une guerre nucléaire entre les grandes puissances semblait s'être considérablement atténuée. Nous avons largement échappé à l'expérience cauchemardesque – si familière aux vétérans de la Guerre froide – de craindre que la dernière crise, quelle qu'elle soit, puisse entraîner notre extermination dans un holocauste thermonucléaire.

Une raison essentielle pour laquelle nous sommes aujourd'hui libérés de ces craintes est le fait que les arsenaux nucléaires mondiaux ont été considérablement réduits et que les deux grandes puissances nucléaires ont convenu de mesures juridiquement contraignantes, notamment des inspections mutuelles de leurs arsenaux, destinées à réduire le risque d'une guerre nucléaire involontaire ou accidentelle. Ensemble, ces mesures ont été conçues pour garantir que chaque partie conserve une force de riposte nucléaire invulnérable, éliminant ainsi toute incitation à lancer une première frappe nucléaire.

Malheureusement, cette période relativement insouciante prendra fin à minuit le 5 février prochain.

À partir du 6 février, les dirigeants russes et américains n'auront plus aucun obstacle à l'expansion de ces arsenaux ou à toute autre mesure susceptible d'accroître le risque d'une conflagration thermonucléaire. Et à première vue, les deux pays ont l'intention de saisir cette occasion et d'augmenter le risque d'un Armageddon. Pire encore, les dirigeants chinois, invoquant le manque de retenue de Washington et de Moscou, renforcent actuellement leur propre arsenal nucléaire, ce qui ne fait qu'attiser davantage la volonté des dirigeants américains et russes de dépasser largement les limites du traité New START, qui sera bientôt abandonné.

**Une prochaine course aux armements nucléaires ?**

Même en respectant les limites du traité New START, qui fixent à 1 550 le nombre d'ogives nucléaires déployées, la Russie et les États-Unis ont pris des mesures élaborées et coûteuses pour renforcer la puissance destructrice de leurs arsenaux en remplaçant leurs anciens missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), leurs missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) et leurs bombardiers nucléaires, moins performants, par des modèles plus récents et plus puissants. En conséquence, chaque camp était déjà mieux équipé pour infliger des dommages catastrophiques aux forces de représailles nucléaires de son adversaire, rendant une première frappe moins inconcevable et augmentant ainsi le risque d'une escalade précipitée en cas de crise.

La Fédération de Russie a hérité d'un vaste arsenal nucléaire de l'ancienne Union soviétique, mais bon nombre de ces systèmes étaient déjà obsolètes ou peu fiables. Afin de conserver un arsenal au moins aussi puissant que celui de Washington, Moscou a cherché à remplacer toutes les armes de l'ère soviétique de son inventaire par des systèmes plus modernes et plus performants, un processus qui est toujours en cours. Les anciens missiles balistiques intercontinentaux SS-18 de la Russie, par exemple, sont en train d'être remplacés par les SS-29 Sarmat, plus rapides et plus puissants, tandis que ses cinq sous-marins lanceurs d'engins de classe Delta-IV restants sont en train d'être remplacés par la classe Borei, plus moderne. De nouveaux missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques lancés par sous-marins et bombardiers seraient en cours de développement.

À l'heure actuelle, la Russie possède 333 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), dont environ la moitié sont déployés dans des silos et l'autre moitié sur des lanceurs mobiles terrestres. Elle dispose également de 192 missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) répartis sur 12 sous-marins lanceurs et possède 67 bombardiers stratégiques, chacun capable de tirer plusieurs missiles nucléaires. Ces systèmes ne seraient actuellement équipés que de 1 550 ogives nucléaires (suffisantes, bien sûr, pour détruire plusieurs planètes), conformément au traité New START.

Cependant, de nombreux missiles balistiques terrestres et maritimes russes sont équipés de MIRV (ce qui signifie qu'ils sont capables de lancer plusieurs engins de rentrée indépendants) mais ne sont pas entièrement chargés, et pourraient donc transporter des ogives supplémentaires si la décision était prise de le faire. Étant donné que la Russie possède jusqu'à 2 600 ogives nucléaires en stock, elle pourrait rapidement augmenter le nombre d'armes nucléaires déployées à sa disposition à partir du 6 février 2026.

La volonté de la Russie de renforcer les capacités destructrices de son arsenal stratégique est évidente au vu des efforts déployés par Moscou pour augmenter son arsenal nucléaire existant en développant de nouvelles armes à plus longue portée. Parmi celles-ci figure le Poséidon, une torpille nucléaire géante à propulsion nucléaire et à portée intercontinentale qui sera embarquée à bord d'une nouvelle classe de sous-marins, les Belgorod, pouvant en transporter jusqu'à six. Selon certaines informations, le Poséidon est conçu pour exploser au large des côtes des villes américaines, les rendant inhabitables. Après une série d'essais actuellement en cours, il devrait être déployé par la Marine russe en 2027. Une autre nouvelle arme, le vecteur hypersonique Avangard, est en cours d'installation sur certains des missiles balistiques intercontinentaux SS-19 existants de la Russie. Après avoir été propulsé dans l'espace par le SS-19, l'Avangard devrait pouvoir parcourir 3 600 km supplémentaires en surfant sur la surface extérieure de l'atmosphère tout en échappant à la plupart des radars de suivi des missiles.

Les États-Unis se sont engagés dans une démarche similaire pour moderniser leur arsenal, en remplaçant les armes anciennes par des systèmes plus modernes.

**(A suivre)**

TRANSPORT

## Le Tunisie et l'Egypte étudient l'ouverture d'une ligne maritime

Lors d'une rencontre tenue lundi 2 février à Tunis avec l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte, le ministre des Transports Rachid Amri a souligné la nécessité d'accélérer la mise en place de programmes exécutifs visant à activer les accords bilatéraux dans le domaine des transports, toutes catégories confondues, ainsi que dans le secteur de la logistique.
"Les deux parties ont également insisté sur l'importance d'une coordination renforcée en vue de développer la connectivité entre les aéroports tunisiens et égyptiens, tout en étudiant la possibilité de l'ouverture d'une ligne maritime entre les deux pays, afin de faciliter le transport des marchandises et la circulation des passagers, au service des intérêts communs des deux nations sœurs", lit-on dans une publication sur le compte officielle du ministère sur les réseaux sociaux.
Et d'ajouter que la rencontre a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération conjointe dans le secteur des transports, dans toutes ses composantes, ainsi qu'à la concrétisation des programmes de coopération bilatérale y afférents, de manière à contribuer au renforcement des relations historiques et privilégiées unissant la République tunisienne et la République arabe d'Égypte, conformément à la volonté politique affirmée des deux pays.
R I.

EXPLORATION PÉTROGAZIÈRE

# Le norvégien TGS s'implante sur le marché libyen des données sismiques

*Le groupe norvégien TGS, spécialiste mondial de la fourniture de données géophysiques pour l'exploration pétrolière et gazière, poursuit son expansion sur le continent africain avec une entrée remarquée en Libye. L'entreprise a annoncé la signature d'une lettre d'intention avec la North Africa Geophysical Company, filiale de la National Oil Corporation (NOC), marquant ainsi une nouvelle étape dans le renforcement des capacités d'exploration du pays nord-africain.*

**Synthèse de R I/Agence**

Dans un communiqué publié vendredi 30 janvier, TGS précise que cette lettre d'intention vise à établir un cadre de coopération future entre les deux parties dans le domaine des données sismiques et géophysiques utilisées pour l'exploration des hydrocarbures. L'accord porte notamment sur la gestion, l'amélioration et le développement de données d'exploration destinées à être mises à la disposition de plusieurs compagnies pétrolières opérant ou souhaitant investir en Libye.
Le groupe norvégien souligne toutefois que ce document ne constitue pas, à ce stade, un engagement contractuel définitif. Sa mise en œuvre reste conditionnée à la signature d'accords finaux ainsi qu'à l'obtention des autorisations réglementaires requises.
Cette approche progressive s'inscrit dans les pratiques courantes du secteur, où la sécurisation juridique et institutionnelle demeure un préalable essentiel, en particulier dans des environnements complexes.
L'initiative intervient dans un contexte de relance progressive du secteur pétrolier et gazier libyen.
Les autorités du pays ont récemment indiqué leur intention de lancer un second cycle d'octroi de licences, dans le cadre d'une stratégie visant à attirer de nouveaux investissements et à redynamiser l'exploration en amont. La disponibilité de données sismiques fiables et actualisées constitue, à cet égard, un levier déterminant pour rassurer les investisseurs et améliorer l'attractivité du potentiel libyen.
La Libye s'ajoute ainsi à une liste croissante de pays africains ayant récemment fait appel à l'expertise de TGS. Selon des informations rapportées par Agence Ecofin en 2024, le groupe est régulièrement sollicité sur le continent pour des missions liées à la gestion, à la valorisation et à la fourniture de données sismiques destinées à soutenir l'exploration pétrolière et gazière.
En juin 2024, les autorités tanzaniennes ont confié à TGS la gestion de données sismiques offshore, comprenant des relevés 2D et 3D en mer, afin d'appuyer les efforts d'exploration du pays. Le mois suivant, en juillet, l'entreprise a conclu un accord avec le ministère mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie pour la fourniture et l'amélioration de données géophysiques couvrant des zones à la fois onshore et offshore.
Cette dynamique s'est poursuivie en octobre 2024, lorsque le Bénin a retenu TGS pour la réalisation de relevés sismiques 3D au large de ses côtes, dans l'objectif d'identifier de nouvelles opportunités d'exploration. Ces différents projets témoignent de la place croissante qu'occupe le groupe norvégien sur le marché africain des données géophysiques.

MAURITANIE

## Aura Energy veut lever 13 millions $ pour financer l'uranium de Tiris

Présenté comme la future première mine d'uranium de Mauritanie, le projet Tiris reste pour l'heure confronté à des difficultés persistantes de financement. En attendant, son opérateur Aura Energy s'appuie sur ses ressources internes afin de poursuivre l'avancement des travaux.
Dans une note publiée lundi 2 février, la compagnie minière australienne Aura Energy a annoncé son intention de finaliser une levée de fonds de 20 millions de dollars australiens (environ 13 millions dollars américains) d'ici au 10 février. L'opération, soutenue notamment par des investisseurs australiens, servira à financer les travaux de développement en cours sur son projet d'uranium Tiris, en Mauritanie.
« Nous sommes ravis du fort soutien apporté à ce placement et nous souhaitons la bienvenue à plusieurs investisseurs institutionnels australiens et étrangers hautement qualifiés […]. La société affectera le produit de ce placement au développement de Tiris en Mauritanie, tout en optimisant le schéma de procédé, avec pour objectif une décision finale d'investissement au troisième trimestre 2026 », a déclaré Philip Mitchell, président exécutif d'Aura Energy.
Annoncé pour une mise en service en 2027, Tiris est présenté comme la future première mine d'uranium de Mauritanie. Le projet, dont le coût de construction est estimé à 230 millions USD, vise une production annuelle moyenne de 2 millions de livres d'uranium. Alors qu'Aura Energy cherche depuis plusieurs mois à mobiliser les financements nécessaires, notamment auprès d'une « banque de développement occidentale », les fonds attendus dans le cadre de la levée de capitaux serviront à financer les travaux d'exploration et les activités destinées à faire progresser le projet vers la décision finale d'investissement (FID) d'ici le troisième trimestre 2026.
Pour Aura Energy, l'objectif est surtout d'accélérer les activités sur le site, dans un contexte de regain d'intérêt pour le combustible nucléaire. Cette dynamique est particulièrement marquée aux États-Unis, où l'uranium a été réintégré à la liste des minéraux critiques par l'U.S. Geological Survey. Portés par les anticipations d'une demande soutenue à long terme, les cours à terme de l'uranium ont même franchi la barre des 100 USD la livre la semaine dernière.

TUNISIE

## La ville numérique d'Ennahli passe à la phase de réalisation

Le projet de la ville numérique d'Ennahli progresse. Il a été examiné lors d'une réunion de la Commission des grands projets. La réunion s'est tenue mardi 3 février 2026. Elle a été présidée par la cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzri. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale du numérique. L'objectif est de renforcer la place de la Tunisie dans le secteur technologique. Le gouvernement veut aussi développer les services intelligents. La ville numérique d'Ennahli prévoit l'extension du pôle «Tunisia Smart Technoparks». De nouveaux espaces technologiques seront créés, ils seront situés dans la zone d'Ennahli qui relève du gouvernorat de l'Ariana. Le ministre des Technologies de la communication a présenté l'état d'avancement du projet. Il a détaillé les aspects techniques et les étapes prévues. Après les discussions, la Commission des grands projets a décidé le lancement immédiat des travaux. Cette phase concerne l'aménagement du site. Elle concerne aussi le raccordement aux différents réseaux. Les travaux techniques seront également engagés. En clôture de la réunion, la cheffe du gouvernement a appelé à accélérer la réalisation du projet. Elle a insisté sur la mise en place d'un suivi sur le terrain. L'objectif est de finaliser la ville numérique dans les délais prévus. La qualité des travaux reste une priorité.
R.I.

ARABIE SAOUDITE

## Conférence sur les économies de marché émergentes les 8 et 9 février 2026

Le Royaume d'Arabie Saoudite se prépare à accueillir la deuxième édition de la Conférence d'AlUla pour les économies de marché émergentes (ACEME), qui se tiendra les 8 et 9 février 2026 dans le gouvernorat d'AlUla, en partenariat avec le ministère saoudien des Finances et le Fonds monétaire international. Les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales, les responsables politiques, les dirigeants des institutions financières internationales et les experts économiques de différents pays du monde participeront à cet événement.
La conférence se tiendra dans un contexte de transformations rapides de l'économie mondiale. Dans ce contexte, les économies de marché émergentes doivent renforcer leur résilience et saisir de nouvelles opportunités pour assurer une croissance durable et améliorer le niveau de vie, ce qui aura des répercussions positives sur la stabilité économique mondiale.
L'ACEME illustre l'important partenariat stratégique entre le ministère saoudien des finances et le Fonds monétaire international, et reflète également le rôle croissant du Royaume dans le soutien au dialogue économique international et le renforcement de la coopération internationale.
Le Ministre des Finances, M. Mohammed Aljadaan, a souligné que l'accueil de la conférence par le Royaume est une extension de son engagement continu à soutenir les efforts internationaux visant à renforcer la stabilité financière et économique mondiale. Il a également noté que les économies de marché émergentes représentent un élément central du système économique mondial en raison de leur impact direct sur la croissance et la stabilité de l'économie mondiale.
Le ministre Aljadaan a déclaré : "La conférence de l'AlUla pour les économies de marché émergentes offre une plateforme unique pour échanger des points de vue sur les développements économiques mondiaux et discuter des politiques et des réformes qui soutiendront la croissance inclusive et renforceront la résilience économique, à la lumière d'une coopération internationale plus large qui contribue à faire face aux défis communs."
La directrice générale du Fonds monétaire international, Mme Kristalina Georgieva, a déclaré : "La conférence AlUla offre aux économies émergentes une plateforme essentielle pour discuter de la manière dont elles peuvent faire face aux risques et saisir les opportunités qui se présentent. En ces temps de transformations profondes de l'économie mondiale, sous l'effet de la technologie, de la démographie et de la géopolitique, les décideurs politiques sont confrontés à un environnement plus difficile et plus incertain. Les pays devraient travailler ensemble pour renforcer la résilience grâce à des politiques macroéconomiques et financières saines".
R.I.

VISION BÉNIN 2060

# La place du numérique dans le développement national

*La transformation numérique s'accélère en Afrique, les TIC étant perçues comme un catalyseur de développement dans plusieurs secteurs. Selon la GSMA, le numérique pourrait générer 309 millions de dollars de valeur ajoutée supplémentaire pour l'agriculture béninoise d'ici 2028.*

**Par Rédaction internationale**

Le gouvernement béninois a procédé, le mardi 3 février, au lancement de la « Vision Bénin 2060 Alafia, un monde de splendeurs », une feuille de route destinée à guider le développement du pays sur les 35 prochaines années. Dans un contexte de transformation numérique accélérée sur le continent africain, la question de la place du numérique dans la concrétisation de cette ambition de développement socio-économique s'impose naturellement.
Le document stratégique indique que le diagnostic national a permis d'identifier plusieurs leviers majeurs de transformation, notamment les opportunités offertes par la transition numérique. Les autorités entendent ainsi accélérer le développement des technologies numériques, avec un accent particulier mis sur l'intelligence artificielle. « La Vision nationale de développement 2060 positionne ainsi la technologie non seulement comme un outil de modernisation, mais aussi comme un levier structurant de souveraineté, de compétitivité et d'émancipation collective », souligne le document.
Pour réussir cette transition à l'horizon 2060, le gouvernement estime que le Bénin devra garantir une inclusion numérique équitable sur l'ensemble du territoire, investir dans la souveraineté technologique à travers la recherche, la formation et l'innovation locale, renforcer la sécurisation du cyberespace et des infrastructures stratégiques, et intégrer pleinement les technologies numériques dans les politiques publiques, éducatives et productives.
Dans cette perspective, le numérique est appelé à transformer en profondeur plusieurs secteurs clés. Dans le domaine de la santé, des investissements sont prévus dans les technologies médicales et la digitalisation du système sanitaire. Le secteur de l'éducation est également concerné, avec une adaptation accrue aux technologies numériques pour démocratiser l'accès aux contenus éducatifs et la promotion de l'éducation technologique afin de faciliter l'insertion des jeunes dans l'économie numérique et les industries du futur.
Au niveau des secteurs productifs, l'intégration des technologies de l'information, du numérique et de l'intelligence artificielle (IA) vise à optimiser les processus de production, renforcer la traçabilité, stimuler l'innovation et améliorer la productivité. La modernisation de l'administration publique et des institutions constitue un autre pilier, avec l'objectif de bâtir des services plus performants, accessibles, numérisés et centrés sur les besoins des citoyens.
Par exemple, au cœur du scénario idéal présenté par la Vision, l'économie nationale opère une mutation vers l'industrialisation et la numérisation, favorisant l'émergence de pôles de compétitivité à forte valeur ajoutée dans des secteurs stratégiques tels que le numérique, la finance digitale et le tourisme durable. Le Bénin ambitionne de s'imposer comme un acteur de premier plan de l'économie numérique africaine.
L'expansion des startups innovantes, la généralisation des solutions fintech et l'adoption croissante de l'IA sont appelées à transformer durablement les modes de production, de consommation et d'apprentissage. Les autorités s'attendent également à la structuration d'une économie culturelle numérique nationale, inclusive et compétitive, portée par les nouveaux canaux de diffusion offerts par le digital.

SOMALIE

## En 2025, plus de 60 % des jeunes n'étaient ni en emploi ni en formation

Alors que la Somalie tente de sortir de décennies de guerre, de séparatisme et de terrorisme, les données récentes révèlent un marché du travail fragile où la plupart des jeunes peinent à accéder à l'emploi ou à la formation professionnelle.
Selon l'Institute of Economics Affairs (IEA) Somalia, plus de 60 % des jeunes Somaliens âgés de 15 à 34 ans n'étaient ni en emploi, ni en éducation, ni en formation en 2025. La population active totale du pays était estimée à environ 3,56 millions de personnes, dont une faible proportion accédait à un emploi stable et rémunéré.
Le marché du travail somalien reste peu structuré et dominé par l'informel, ce qui limite l'accès à des emplois stables et formatifs. Les jeunes entrants peinent à trouver un premier emploi ou une expérience professionnelle adaptée.
Par ailleurs, le système éducatif et la formation professionnelle ne répondent pas toujours aux besoins réels des entreprises. Les programmes Technical and Vocational Education and Training sont fragmentés et peu coordonnés avec le secteur privé, accentuant le décalage entre compétences et emploi.
Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est estimé à environ 34 %, un indicateur supplémentaire de l'exclusion massive des jeunes.
Les conséquences sociales et économiques sont importantes. L'exclusion prolongée des jeunes freine la croissance inclusive et accentue les inégalités. Une partie de la jeunesse reste exposée à la pauvreté et à la marginalisation dans un contexte déjà fragilisé par l'instabilité, l'insécurité et la pression démographique avec des centaines de milliers de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année.

Agence

NIGERIA

## Le sucre devient une priorité d'investissement industriel

**Le Nigeria est le principal marché pour le sucre en Afrique subsaharienne. Alors que la production locale reste marginale en dépit des programmes de développement déployés, le régulateur mise sur une plus grande volonté politique des États pour attirer des investissements dans l'industrie.**
**Au Nigeria, le Conseil national pour le développement du sucre (NSDC) vient de s'engager dans un partenariat avec le Forum des gouverneurs (NGF), une plateforme de concertation regroupant les gouverneurs des 36 États fédérés du pays, en vue de promouvoir les investissements dans le sucre. C'est ce qu'a révélé Kamar Bakrin, directeur exécutif du NSDC, le 1er février 2026.**
**Selon les médias locaux, il est prévu que, dans le cadre de ce nouveau partenariat, le secrétariat du NGF inclue les projets sucriers parmi les bénéficiaires prioritaires de ses engagements avec les partenaires au développement, tant au Nigeria qu'à l'étranger. « Ce partenariat aidera les États à préparer et structurer des projets sucriers prêts à accueillir des investisseurs. Il portera sur la facilitation d'échanges structurés entre gouvernements des États, investisseurs et opérateurs industriels. Il visera aussi à améliorer la coordination autour des facteurs essentiels tels que l'accès au foncier, la fourniture d'infrastructures et les cadres d'incitation », a déclaré M. Bakrin, selon des propos relayés par le quotidien local Vanguard. Cette démarche suggère une volonté de créer un environnement favorable pour renforcer l'attractivité du secteur sucrier nigérian, et accélérer son industrialisation.**
**Une industrie locale qui peine à se développer depuis plusieurs années Ce développement survient alors que le régulateur peine à atteindre son objectif d'autosuffisance dans le sucre, annoncé avec le lancement en 2012 d'un plan directeur national (NSMP). Ce plan de développement dont la première phase s'est achevée en 2020, a présenté un bilan plutôt faible. Sur la période considérée, la production nigériane de sucre brut n'a atteint que 70 000 tonnes, sur un objectif de 1,79 million de tonnes.**

**Agence**

SOUDAN

## L'aéroport Khartoum a reçu son premier vol commercial après 3 années d'arrêt

La reprise du trafic aérien au Soudan représente un signal fort pour les ambitions de relance et de normalisation des activités économiques dans le pays. Elle marque un pas important vers le retour à la mobilité et à la connectivité internationale.
Après une suspension de près de trois ans en raison de la guerre au Soudan, un premier vol de passagers a atterri le dimanche 1er février à l'aéroport international de Khartoum, marquant la reprise du trafic aérien. Le vol a été opéré par Sudan Airways en provenance de Port-Soudan, ville côtière la plus éloignée à l'Est du pays.
Cette relance survient alors que le gouvernement, soutenu par l'armée, retourne à Khartoum après trois années de gouvernance depuis Port-Soudan, qui avait été relativement épargnée par les conflits. Il avait annoncé des travaux de remise à niveau des installations et équipements endommagés par la guerre, afin de permettre entre autres la reprise du trafic aérien.
La réouverture de l'aéroport s'inscrit dans un ensemble d'initiatives visant à faciliter le retour des déplacés. Parmi celles-ci, figure la récente reprise du transport fluvial entre le Soudan et l'Égypte, pays ayant abrité une grande partie des populations déplacées.
Avant le conflit, l'aéroport de Khartoum constituait la principale plateforme aérienne du pays, assurant les liaisons internationales. Selon les statistiques de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), il traitait jusqu'à 3,5 millions de passagers en 2017. Il faut toutefois rappeler que si les vols domestiques ont été relancés, aucune précision n'est encore donnée quant à la date de reprise des vols internationaux.

BOURSES MONDIALES

# Le secteur des logiciels plonge en Asie

*Les entreprises de la tech et du logiciel souffrent sur les Bourses asiatiques, après leurs homologues européens et américains la veille, à la suite du lancement d'un outil de la startup d'IA Anthropic susceptible de les concurrencer, tandis que les marchés européens digèrent des résultats.*

A Tokyo, Fujitsu a cédé 7,85%. En Australie, Xero a perdu 15,9%. Vers 8H20 GMT, à Hong Kong, Alibaba perdait 1,18% et Baidu 3,11%. A Bombay, Tata Consultancy Services, fleuron indien de l'informatique, chutait de 6,83%, tandis que son rival Infosys 7,56%.
La veille, les groupes du secteur en Europe et aux Etats-Unis ont nettement reculé aussi.
Sur le Vieux continent, dans les premiers échanges, ils évoluent toujours en recul: à Francfort, SAP cédait 0,51%. A Amsterdam, Wolters Kluwer perdait 1,09%.
A Paris, Capgemini restait stable (-0,04%) après avoir chuté de 9%.
Il y a un "regain d'inquiétude autour de l'intelligence artificielle et de son impact sur les acteurs des logiciels et de l'analyse de données", relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à Cité Gestion Private Bank.
Ces craintes ont été déclenchées par le lancement par la startup Anthropic "d'un nouvel outil d'IA conçu pour traiter les tâches juridiques et de recherche traditionnellement effectuées à l'aide de bases de données payantes", relève Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote Bank.
Cette "annonce a effrayé les marchés, déclenchant une forte vague de ventes parmi les éditeurs de logiciels" qui "commercialisent des outils d'analyse de données et d'aide à la décision aux avocats, banques et entreprises" par "crainte que l'IA ne vienne leur ravir leur marché".
Plus généralement, "ces derniers mois, les marchés sont passés de l'euphorie à l'égard de l'IA" à "une inquiétude croissante quant à son impact perturbateur sur les modèles économiques existants", relèvent les analystes de la Deutsche Bank.
Sur les Bourses, dans les derniers échanges vers 8H20 GMT, Hong Kong était stable (+0,05%) et Shanghai prenait 0,85%. Tokyo a perdu 0,78%.
En Europe, elles évoluaient dans le vert peu après l'ouverture, digérant une série de résultats d'entreprises: Paris prenait 0,67%, Londres 0,55% et Milan 0,65%. Francfort prenait 0,39%.

### Novo Nordisk chute

Le laboratoire pharmaceutique danois Novo Nordisk plongeait de 14,64% à Copenhague, après avoir annoncé mardi qu'il prévoyait un recul de 5% à 13% de ses ventes en 2026, à changes constants, en raison de la baisse des prix de ses traitements contre l'obésité aux Etats-Unis.
La banque française Crédit Agricole voyait son titre baisser de 2,56% à 18,27 euros, en dépit de résultats "qui ont dépassé les attentes du marché, cela ayant été compensé par des provisions et des coûts plus élevés, pour lesquels nous attendons davantage de clarté sur les perspectives", expliquent les analystes de RBC Capital Markets.
Par ailleurs, pour le quatrième trimestre 2025, Crédit Agricole a publié un bénéfice net "de 1,02 milliard d'euros, au-dessus des 996 millions d'euros attendus par le consensus (soit +2,9 %). Toutefois, ce dépassement du bénéfice net s'explique par un impôt sur les sociétés plus faible qu'attendu", détaillent encore les analystes de RBC.

### Santander recule

Après un bénéfice net "record" en 2025, le géant bancaire espagnol Banco Santander a annoncé mardi "avoir conclu un accord en vue d'acquérir" son homologue américaine Webster Bank pour environ 10,3 milliards d'euros, pour renforcer sa position sur le marché américain.
Cette décision "peut susciter une certaine appréhension sur les marchés" car elle "comporte des risques d'exécution qui nécessiteront une gestion prudente et des résultats concrets pour convaincre les investisseurs", relèvent les analystes de la Deutsche Bank.
Le titre reculait de 3,81% à 10,66 euros.
L'or et l'argent continuent leur rebond après leur plongeon des derniers jours. Vers 8H20 GMT, l'or gagnait 2,25% à 5078 dollars l'once, et l'argent 5,80% à 85,16 dollars l'once.
Le marché pétrolier est stable: le baril de WTI nord-américain gagnait 0,21% à 63,34 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord 0,00% à 67,33 dollars.

R I.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

**Cours du : 03 Février 2026**
**Valeur : 05 Février 2026**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 129.7345 | 129.7495 |
| 1 | EUR | EURO | 153.2683 | 153.2990 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 177.6455 | 177.7147 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 83.4466 | 83.4778 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 18.7018 | 18.7059 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 166.8611 | 166.9233 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 94.9671 | 95.0059 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 20.5211 | 20.5248 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 14.5336 | 14.5386 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 13.4083 | 13.4373 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 35.3202 | 35.3339 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 34.5940 | 34.5999 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 424.6628 | 424.8510 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 44.6149 | 45.0633 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 14.2061 | 14.2078 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 20.4842 | 20.5893 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.2606 | 3.2707 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 178.7421 | 178.7421 |

BOURSE ZURICH

# Le SMI démarre en repli

La Bourse suisse a démarré avec peu d'entrain la séance de mercredi, après avoir terminé la veille dans le rouge, tout comme ses homologues européennes. Le géant bancaire UBS a dévoilé en début de matinée un bénéfice annuel s'envolant de 53%, alors que le poids lourd pharmaceutique Novartis a annoncé un étiolement de ses recettes 2025 de 1% sur un an. Les investisseurs suivront également de près l'inflation en zone euro et l'indice d'activité dans les services ISM pour janvier aux Etats-Unis.
"Les entreprises de logiciels qui vendent des applications aux clients sont actuellement mal vues en Bourse, et dès qu'un doute apparaît sur leur capacité à continuer à croître, le marché les punit immédiatement par une forte baisse du cours. Le choc est visible des deux côtés de l'Atlantique, avec une défiance qui s'étend des leaders américains aux grands noms européens", a commenté John Plassard, associé chez Cité Gestion. "On a de plus en plus l'impression que la reprise de l'IA est en train de s'essouffler, quelle que soit la solidité des résultats", a pour sa part estimé Ipek Oskardezkaya. "Google et Qualcomm publieront leurs résultats après la clôture, tandis qu'Amazon devrait publier les siens jeudi après la clôture. D'ici la fin de la semaine, nous devrions avoir une idée plus précise de l'évolution du battage médiatique autour de l'IA", a ajouté l'experte de Swissquote.
Sur le front des nouvelles macroéconomiques, les observateurs du marché attendaient notamment la première estimation d'Eurostat concernant l'inflation de janvier dans la zone euro, prévue vers 11h00, et l'indice d'activité dans les services ISM pour janvier aux Etats-Unis, qui sera publié vers 16h00.
A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) se repliait de 0,24% à 13'340,5 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,14% à 2138,06 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,26% à 18'378,24 points. Sur les trente principales valorisations, 18 se déployaient néanmoins dans le vert et douze se trouvaient en zone négative.
Holcim présentait les pertes les plus importantes (-3,5%), sans indication particulière. Suivait Novartis, qui lâchait 2,3%, et Kühne+Nagel, en perte de 2,0%.
Le mastodonte pharmaceutique rhénan a bien ressenti les premiers symptômes de la concurrence de versions similaires de son traitement Entresto sur le dernier partiel de 2025, de manière plus sévère que redouté. La contribution de cette première source de recettes s'est contractée de 43% sur un an à 1,25 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires au niveau du groupe s'est parallèlement étiolé de 1% à 13,34 milliards.
UBS fléchissait de 0,8%, malgré la publication d'un bénéfice net de 1,2 milliard de francs suisses au dernier trimestre 2025, soit un bond de 56% sur un an. Dans un contexte marqué par l'intégration de Credit Suisse et les vifs débats sur le renforcement des exigences réglementaires en matière de fonds propres, la banque a ainsi largement dépassé les attentes du marché. Pour l'ensemble de l'année 2025, la grande banque affiche un bénéfice de 7,8 milliards de dollars (+53%).
Parmi les autres poids lourds du marché, Roche reculait de 0,1%, tandis que Nestlé gagnait 0,6%.
Le réassureur Swiss Re e trouvait en tête de course (+1,9%), suivi de la société d'investissement en capital Partners Group (1,8%) et du spécialiste des matériaux de construction Amrize (+1,5%).
Sur le marché élargi, AMS Osram se trouvait dans la tête de course (+8,3%). Le spécialiste des semi-conducteurs a annoncé lundi soir la cession de son activité de capteurs de signaux analogiques/mixtes non optiques pour l'automobile, l'industrie et la médecine à Infineon pour 570 millions d'euros en numéraire.

Agence

ITALIE

# Rome s'impose comme le quatrième exportateur mondial en 2025

*Longtemps perçue comme une économie en perte de vitesse, l'Italie est en train de démentir les préjugés qui ont longtemps pesé sur son potentiel industriel et commercial. En 2025, la péninsule a réalisé une performance majeure en se hissant au rang de quatrième exportateur mondial, confirmant ainsi un redressement économique solide et durable. Ce résultat place Rome devant des puissances historiques du commerce international, à l'image du Japon, dont la*

**Par Rédaction internationale**

Cette avancée propulse l'Italie au deuxième rang des exportateurs de l'Union européenne, juste derrière l'Allemagne, qu'elle talonne de plus en plus étroitement. Elle s'affirme également comme l'une des économies les plus dynamiques du G7, capable de conjuguer compétitivité, innovation et résilience dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques, l'inflation et le ralentissement de certains grands marchés.

L'un des principaux moteurs de cette réussite réside dans la structure même de l'économie italienne.

Le pays s'appuie sur un tissu dense et diversifié de près de 30.000 petites et moyennes entreprises, organisées en districts industriels spécialisés. Souvent qualifiées de « multinationales de poche », ces PME et PMI se distinguent par leur agilité, leur capacité d'adaptation et leur forte orientation vers l'exportation. Elles proposent des produits à forte valeur ajoutée, couvrant des secteurs aussi variés que la mécanique de précision, l'agroalimentaire, la mode, le design, la chimie ou encore les équipements industriels.

Parallèlement, l'Italie a su diversifier ses marchés d'exportation, réduisant sa dépendance à quelques partenaires traditionnels. Cette stratégie d'ouverture vers de nouvelles zones géographiques, notamment en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, a permis d'élargir les débouchés commerciaux et de renforcer la présence des entreprises italiennes à l'international.

Aujourd'hui, les exportations représentent environ 40 % du produit intérieur brut, un niveau révélateur de l'intégration profonde de l'économie italienne dans les échanges mondiaux.

Certes, l'Italie reste encore loin derrière la Chine, leader incontesté du commerce mondial, dont les exportations ont progressé de 20 % l'an dernier, en dépit des droits de douane imposés par l'administration américaine sous Donald Trump.

Toutefois, la performance italienne témoigne de sa capacité à consolider durablement sa position sur les marchés internationaux et à tirer profit de ses avantages compétitifs.

Ces succès à l'exportation s'accompagnent par ailleurs de signaux positifs sur le marché intérieur. Le taux de chômage a atteint en 2025 son plus bas niveau depuis 2005, s'établissant à seulement 5,7 %, ce qui traduit une amélioration notable de la situation de l'emploi et une reprise de la confiance économique.

Selon les données publiées par l'Istat, l'Institut national italien de la statistique, les exportations de marchandises ont atteint 591,3 milliards d'euros au cours des onze premiers mois de 2025. Ce chiffre représente une hausse de 3,1 % en valeur et de 0,4 % en volume par rapport à la même période de 2024. La progression concerne aussi bien les échanges avec les pays de l'Union européenne (+4,1 %) qu'avec les marchés hors UE (+2,1 %), confirmant la solidité et l'équilibre de la dynamique exportatrice italienne.

RUSSIE

## La croissance n'a été que de 1% en 2025

Vladimir Poutine a déclaré ce mercredi que la croissance russe avait ralenti à 1% en 2025. Une mauvaise nouvelle qui était attendu depuis des mois.

"Je tiens à souligner que le PIB de la Russie a crû de 1% l'an passé. C'est plus bas que la tendance constatée précédemment, comme nous en sommes bien conscients: en 2023 et 2024, la croissance était de 4,1% et 4,3%, respectivement", a affirmé M. Poutine lors d'une réunion du gouvernement.

L'économie russe avait tenu le choc jusqu'à présent depuis le début de la guerre en Ukraine avec une croissance de 3,6% en 2023 (avec un fort rebond tiré par les dépenses publiques) et la mise en place d'une économie industrielle centrée sur la guerre avec encore 4,3% de croissance en 2024 (données officielles de la Banque mondiale).

Mais les sanctions internationales semblent avoir commencé à porter leurs fruits en 2025. En novembre dernier, l'agence des statistiques Rosstat a indiqué que la croissance économique russe était en net ralentissement à 0,6% au troisième trimestre 2025 sur un an.

La Banque centrale de Russie a de son côté de nouveau abaissé ses prévisions de croissance, tablant désormais sur une croissance comprise entre 0,5 et 1% pour 2025, après l'avoir précédemment estimée à entre 1% et 2%. En 2024, elle avait été de 4%, soit entre quatre et huit fois plus élevée.

Au-delà des sanctions, ce sont aussi les dépenses militaires colossales du pays qui, après avoir tiré l'économie, ont fini par freiner l'activité en alimentant l'inflation, laquelle se situe autour de 8%. Un niveau qui rend le coût d'emprunt prohibitif et freine l'investissement des entreprises.

**R.I.**

PRÉSIDENT DU PARAGUAY

## «Le Mercosur doit être appliqué sans délai»

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur devrait être mis en œuvre sans tarder, a déclaré le président paraguayen Santiago Peña à des confreres. Il a averti que retarder l'accord serait une « erreur » dans un contexte de vives tensions géopolitiques. Le pacte de libre-échange a été signé le mois dernier par l'UE et les membres du Mercosur que sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Cependant, sa pleine ratification par l'UE est à l'arrêt après que des eurodéputés ont saisi la Cour de justice à Luxembourg. « Nous avons déjà présenté l'accord au Congrès de la nation paraguayenne la semaine dernière et nous savons que l'Union européenne dispose des outils juridiques pour le mettre en œuvre temporairement », a déclaré Peña dans l'émission, The Europe Conversation. « Nous travaillons pour y parvenir et nous voulons que le Paraguay soit le premier pays à le mettre en œuvre. » Le pays assure actuellement la présidence tournante pro tempore du Mercosur. En dépit de ce contrôle juridictionnel, la Commission européenne a la prérogative d'appliquer provisoirement l'accord dès lors qu'un ou plusieurs pays du Mercosur auront achevé leur ratification nationale. Tandis que l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal et les pays nordiques poussent pour passer à la phase suivante, la Commission affirme pour l'heure qu'aucune décision n'a encore été prise.

### « Une opposition enracinée dans l'ignorance »

L'accord créerait une vaste zone de libre-échange entre l'UE et l'Amérique latine, réduisant fortement les droits de douane sur les biens et les services. Mais la résistance reste vive en Europe, où les agriculteurs et plusieurs capitales, emmenées par Paris, dénoncent une concurrence déloyale des importations en provenance du Mercosur.

ALLEMAGNE

## La population active est la plus âgée de l'UE

La population active de l'Allemagne est la plus âgée de l'Union européenne (UE), un quart des travailleurs du pays ayant entre 55 et 64 ans, selon les chiffres officiels publiés mardi.

Cette tranche d'âge représente près de 10 millions de personnes sur les quelque 41 millions d'actifs âgés de 15 à 64 ans dans la première économie européenne, selon l'institut Destatis.

Cela représente une part de 24%, plus élevée que la moyenne européenne estimée à 20,1%.

Ce niveau s'explique avant tout par le "vieillissement croissant de la population" et un départ "de plus en plus tardif" à la retraite, explique Destatis dans un communiqué.

Les Italiens et les Bulgares suivent dans le classement, tandis que Malte, le Luxembourg et la Pologne ont la population active la plus jeune de l'UE.

Face à un marché allemand de l'emploi en berne, dans une économie en crise, le chancelier conservateur Friedrich Merz veut maintenir les aînés plus longtemps au travail.

En Allemagne, l'âge moyen de départ à la retraite est actuellement de 64 ans et 8 mois, et le seuil légal sera progressivement porté à 67 ans d'ici 2029.

Le marché du travail allemand va particulièrement être impacté dans les années à venir par le déclin démographique. A tel point que "sur les cinq prochaines années", en plus du manque de travailleurs qualifiés, "le recul de la population active disponible sera un enjeu plus important que le chômage", a souligné la présidente de l'Agence fédérale pour l'emploi, Andrea Nahles.

L'Allemagne a enregistré un déclin de sa population de 100.000 personnes en 2025, une première en 14 ans sans compter l'année 2020 marquée par la pandémie de Covid-19. Le nombre de personnes en emploi a chuté en 2025 de 74.000 par rapport à 2024, selon Destatis.

APS

CUBA

## Une grave crise énergétique après l'arrêt des livraisons de pétrole vénézuélien !

La fin des livraisons de pétrole en provenance du Venezuela, principal fournisseur du Cuba jusqu'alors, porte un coup dur à une économie déjà fragilisée.

Depuis le début de l'année 2026, Cuba n'a reçu qu'une seule livraison de pétrole, en provenance du Mexique, et ce, en raison de la pression des États-Unis et les droits de douane, annulant ainsi une seconde livraison et se contentera désormais d'envoyer de la nourriture.

De son côté, la Jamaïque a décidé de ne plus fournir de carburant à La Havane.

D'après plusieurs experts, et en l'absence de toute nouvelle livraison, Cuba pourrait se retrouver à court de ressources énergétiques d'ici un à deux mois. Alors que les russes et les chinois ont dénoncé la pression économique exercée sur l'île et l'évoquant d' »inacceptable » et de « pratique inhumaine », Trump a assuré que les négociations en cours avec le gouvernement cubain allaient aboutir à un accord.

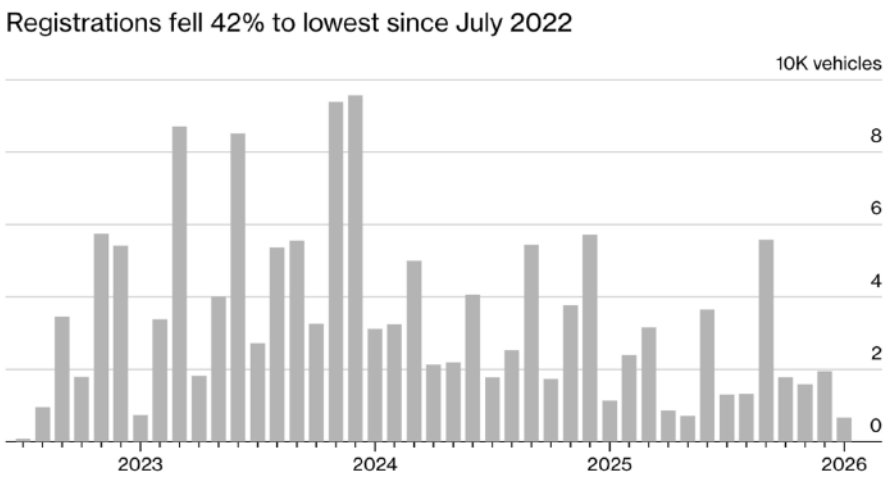
Agence

## TESLA POURSUIT SON INEXORABLE CHUTE EN EUROPE

# Les chiffres sont accablants

*Le constructeur de voitures électriques est à la peine en Europe. Et vit même des heures sombres du côté de notre pays.*

Si Elon Musk peut se targuer d'avoir aidé à l'élection de Donald Trump, son nouvel engagement politique n'a par contre pas été particulièrement valorisant pour son entreprise-reine, Tesla, au niveau du Vieux Continent. On a ainsi entendu l'an dernier parler de chiffres constamment en recul chez nous. Une tendance qui est maintenant bien confirmée par les dernières statistiques.




Source: Plateforme Automobile

### Tesla recule en Europe en 2025, alors que les ventes de véhicules électriques augmentent dans le même temps

Tesla a beau semble-t-il avoir un bel avenir, avec notamment un développement en préparation dans les robots humanoïdes, en Europe, c'est pourtant la catastrophe. C'est ce que nous apprennent ces chiffres communiqués par le média Bloomberg.
Les ventes du constructeur de voitures électriques américain ont ainsi reculé de 27% au niveau du continent européen sur l'ensemble de l'année 2025. Un chiffre qui fait d'autant plus mal à l'entreprise que, durant la même période, les ventes globales de véhicules électriques ont connu une croissance 30% sur le Vieux Continent.

### La catastrophe Tesla en France

Et si ça va mal de manière générale, il y a certains coins où c'est encore pire. Par exemple, la France, qui était l'an dernier le troisième marché le plus important en Europe pour les véhicules électriques (après l'Allemagne et le Royaume-Uni), est clairement devenue allergique à la marque. En janvier 2026, ses ventes se sont ainsi effondrées de 42%, avec seulement 661 immatriculations enregistrées - soit tout simplement la pire performance en trois ans de Tesla chez nous. La société d'Elon Musk a ainsi fait moins bien dans l'hexagone que des marques comme Volkswagen ou bien Stellantis. Et le géant ne peut même pas trouver de consolation sur des marchés où il est généralement plus en veine. En Norvège, où l'on n'achète maintenant pourtant presque plus que des véhicules électriques, les ventes se sont effondrées de 88% le mois dernier. De quoi se demander si Elon Musk a un avenir chez nous, alors que les constructeurs locaux montent en puissance, et que les sociétés chinoises lorgnent de plus en plus sur nos marchés.

## "OPÉRATION SWITCH OFF"

# coup dur pour l'IPTV après un vaste coup de filet d'envergure mondiale

À moins d'une semaine de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina 2026, les autorités italiennes ont annoncé le démantèlement d'un vaste réseau IPTV illégal, présenté comme l'un des plus structurés de ces dernières années. Baptisée "Opération Switch Off", cette action d'envergure internationale a conduit à la mise hors ligne de nombreuses infrastructures et à la coupure de centaines de milliers d'utilisateurs.
Pilotée par le parquet de Catane et la police italienne, l'opération a bénéficié du soutien d'Europol, d'Eurojust et d'Interpol. Des perquisitions ont été menées dans 11 villes italiennes, mais aussi dans 14 pays, dont le Royaume-Uni, le Canada, l'Inde et la Roumanie.

### Un réseau IPTV mondial et une organisation bien rodée

Selon les autorités, le réseau démantelé aurait généré entre 8 et 10 millions d'euros de revenus illicites par mois. Plus de 125 000 utilisateurs auraient été déconnectés en Italie, tandis que des millions d'autres seraient concernés à l'échelle mondiale.
L'enquête a mené les autorités à identifier 31 suspects clés, considérés comme des rouages centraux de l'organisation, qu'il s'agisse de l'administration technique, de la gestion financière ou des réseaux de distribution.
L'infrastructure reposait sur une organisation à l'échelle internationale. On apprend notamment que des serveurs auraient été répartis en Europe de l'Est et dans plusieurs pays hors UE afin de compliquer les enquêtes, tandis qu'en Italie, une ferme de cartes SIM installée à Naples aurait servi à automatiser la création de bots Telegram. Un fonctionnement désormais bien connu dans l'écosystème IPTV, mais révélateur du niveau de sophistication atteint par certains réseaux.
Les autorités estiment par ailleurs que ces services diffusaient sans autorisation des contenus appartenant à de nombreux ayants droit et diffuseurs majeurs, parmi lesquels Sky, DAZN, Amazon Prime Video, Netflix ou encore Disney+. Une dimension qui explique l'attention particulière portée à cette affaire, tant les enjeux économiques liés aux droits audiovisuels sont devenus centraux, comme nous le relatons souvent dans nos colonnes, avec une attention particulière sur les retransmissions sportives.

### Une opération stratégique à l'approche des Jeux olympiques

Si l'annonce est récente, l'enquête, elle, s'inscrit dans le temps long. Les investigations s'appuient sur des éléments collectés dès 2024, à la suite d'une précédente enquête (l'opération "Taken Down") ayant permis la saisie de nombreux équipements. Pendant plus d'un an, les enquêteurs ont analysé les données récupérées, suivi les flux de cryptomonnaies et surveillé les canaux de communication afin de cartographier l'organisation dans son ensemble.
Malgré tout, difficile d'ignorer le timing de ce coup de filet. Même si les autorités ne mentionnent pas officiellement les Jeux olympiques d'hiver comme élément déclencheur, le gouvernement italien assume une dimension préventive. À l'approche d'un événement sportif mondial aux enjeux économiques majeurs, l'Italie entend sécuriser le marché de la diffusion et envoyer un signal clair aux réseaux de piratage.
Comme souvent, l'opération a été saluée par les ayants droit et les diffuseurs. Reste une question récurrente dans le dossier IPTV : ces coups de filet spectaculaires suffisent-ils à enrayer durablement le phénomène ? L'expérience montre que les réseaux se reconstituent rapidement et que la demande, elle, ne faiblit pas. Cette opération "Switch Off" marque sans doute un coup d'arrêt significatif, mais elle illustre surtout l'escalade assumée de la lutte contre l'IPTV à l'approche d'événements sportifs toujours plus stratégiques.

# Brèves

## Dassault Systèmes avec Nvidia dans les jumeaux numériques

A l'occasion de sa conférence 3D Experience à Houston (Texas), l'éditeur français a annoncé un partenariat avec le fournisseur de puces américain. L'objectif est de renforcer son offre dans les jumeaux numériques pour le secteur industriel. « La combinaison des technologies Virtual Twin de Dassault Systèmes avec l'infrastructure IA de Nvidia, des modèles ouverts et des bibliothèques logicielles accélérées permettra de créer des modèles mondiaux validés scientifiquement et de nouvelles méthodes de travail grâce à des compagnons virtuels qualifiés sur la plateforme 3DExperience, qui dotent les professionnels de nouvelles compétences », explique Dassault Systèmes. Cette annonce intervient alors que le fournisseur américain avance dans l'IA physique avec ses modèles IA open source pour robots et véhicules autonomes. Mais il n'est pas le seul : c'est aussi le cas de Mobileye ou encore de Qualcomm.

## TrendForce anticipe un choc sans précédent sur la RAM

Le cabinet d'études a presque doublé sa prévision de hausse des prix contractuels de la DRAM conventionnelle pour le premier trimestre 2026, tablant désormais sur un bond de 90 à 95% par rapport au trimestre précédent, contre 55 à 60% auparavant. Il s'agirait des plus fortes hausses trimestrielles jamais observées, signalant une « chipflation » grandissante sur le marché des composants, alors que la production est réallouée vers la DRAM pour serveurs et la mémoire à haute bande passante (HBM) au service de l'IA. La DRAM pour PC devrait plus que doubler d'un trimestre sur l'autre, tandis que les prix de la mémoire vive ECC (Error-Correcting Code Memory) pour serveurs grimperaient d'environ 90%, un record pour ce segment selon TrendForce. En parallèle, les prix contractuels de la NAND Flash ont été relevés à une hausse de 55 à 60% sur le trimestre, contre 33 à 38% précédemment, avec des SSD d'entreprise attendus en forte inflation à mesure que les hyperscalers nord-américains accélèrent leurs déploiements d'infrastructures IA. Cette tension sur l'offre se répercute déjà sur les produits finis, avec des hausses de prix marquées sur les terminaux chez plusieurs fournisseurs mondiaux, préfigurant un tassement des ventes de smartphones et de laptops en 2026. TrendForce, qui prévient que « de nouveaux ajustements à la hausse pourraient encore se produire », évoque un risque de baisse allant jusqu'à 15% pour les smartphones et de plus de 10% pour les PC portables dans ses scénarios les plus pessimistes.

VOITURES ÉLECTRIQUES CHINOISES SURTAXÉES

# Le prix plancher pourrait surtout profiter aux constructeurs européens

*Après avoir imposé jusqu'à 35% de surtaxes aux voitures électriques fabriquées en Chine, l'Union européenne ouvre une porte de sortie : un système de prix plancher qui permettrait à certains modèles d'éviter les droits additionnels. Ironie de l'histoire, ce ne sont pas les marques chinoises qui dégainent les premières, mais un constructeur européen : le groupe Volkswagen, pour son SUV coupé électrique Cupra Tavascan produit à Anhui. Entre bras de fer commercial avec Pékin, pressions de Donald Trump et inquiétudes des constructeurs premium, Bruxelles tente un fragile compromis qui pourrait rapidement rebattre les cartes.*

En moins de deux ans, l'UE est passée des menaces de surtaxer massivement les électriques chinoises à la mise en place d'un mécanisme permettant d'en atténuer les effets. Et ce ne sont pas les constructeurs chinois qui les premiers en profiteront.

### De la surtaxe punitive au « prix plancher »

Tout est parti de l'enquête anti-subventions ouverte par Bruxelles sur les voitures électriques fabriquées en Chine, accusées de profiter de soutiens publics massifs et de casser les prix en Europe. À l'issue de cette procédure, l'UE a décidé, fin 2024, d'ajouter des droits allant de 7,8% à 35,3% sur les électriques (auxquels s'ajoutent déjà 10% de droits de base), en ciblant les modèles 100% électriques et à autonomie prolongée, mais en épargnant hybrides et hybrides rechargeables. L'objectif est de protéger une industrie européenne fragilisée par une concurrence jugée déloyale.

Problème, ces surtaxes ont vite montré leurs limites.

D'un côté, les marques chinoises ont réorienté une partie de leur offensive vers les PHEV, exempts de ces droits, tout en continuant de gagner des parts de marché : environ 812 000 véhicules vendus en Europe en 2025, soit un bond de près de 99% en un an pour atteindre environ 6,1% de parts, avec des pics bien plus élevés en décembre. De l'autre, plusieurs constructeurs européens se sont retrouvés directement pénalisés, eux aussi, pour leurs propres modèles produits en Chine : c'est le cas du Cupra Tavascan, mais aussi de certaines Mini, de Smart, ou même de la Dacia Spring.

Face à ce tableau, la Commission a dégainé un outil déjà utilisé par le passé sur les panneaux photovoltaïques : le « price undertaking », c'est à dire l'engagement d'un prix minimum.

Concrètement, il s'agit de fixer un prix plancher par modèle et par finition, censé produire un effet équivalent à celui des droits de douane mais en intégrant ce surcoût directement dans le prix catalogue, plutôt que dans les caisses de l'UE.

**Cupra, premier bénéficiaire d'un mécanisme pensé pour la Chine**

Sur le papier, ce dispositif est présenté comme une alternative offerte aux constructeurs chinois. En pratique, le premier à s'en saisir est un groupe européen : Volkswagen. Le Cupra Tavascan, assemblé dans l'usine d'Anhui et commercialisé en Chine sous le blason Volkswagen ID. UNYX, est aujourd'hui frappé par un droit additionnel de 20,7% à l'entrée en Europe. De quoi tirer son prix vers le haut, il démarre autour de 46 540 €, et compliquer sa compétitivité face aux rivaux fabriqués dans l'Union Européenne. En demandant à basculer sur un prix plancher, Volkswagen espère lisser l'impact du tarif douanier, rendre le modèle plus prévisible en termes de positionnement et sécuriser son modèle économique d'import depuis la Chine. La Commission a confirmé avoir reçu cette demande en décembre et a publié des lignes directrices pour d'autres dossiers. Les prix minimums devront, au choix, ne pas descendre en dessous du niveau pratiqué avant l'enquête anti-subventions, ou être alignés sur un modèle équivalent vendu en Europe mais produit hors de Chine. Pour la marque, l'intérêt est qu'au lieu de voir une partie de la valeur disparaître en taxes, le surcoût reste dans la chaîne économique du constructeur et de son réseau. Pour l'Union Européenne, c'est moins évident : les quelque 2 milliards d'euros de recettes annuelles liés aux droits sur les électriques chinoises risquent, à terme, de se transformer en marges supplémentaires pour les importateurs. Plusieurs économistes y voient d'ailleurs un risque de « cadeau » involontaire fait aux groupes installés en Chine, avec un effet protecteur de court terme, mais peu d'incitation à innover plus vite côté européen.

### Un compromis sous pression politique et diplomatique

Si Bruxelles assouplit déjà le cadre à peine les surtaxes enclenchées, ce n'est pas seulement par souci de bienveillance économique. Le contexte géopolitique pèse lourd. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et ses menaces récurrentes de frapper les importations automobiles européennes avec de lourds droits ont alerté les différents pays de l'UE. Dans le même temps, la Chine a laissé planer, puis mis en œuvre, des mesures de rétorsion ciblées, comme de nouveaux droits sur la viande de porc européenne, tandis que des marques premium comme BMW, Mercedes, Audi ou Porsche redoutent d'être prises pour cible sur leur premier marché mondial. D'où la volonté de réduire la température avec Pékin, alors même que l'Europe cherche parallèlement à diversifier ses partenariats commerciaux (accords avec le Mercosur, traité de libre-échange avec l'Inde, etc.).

Selon nos confrères d'Automotive News, plusieurs experts décrivent le prix plancher comme un geste de bonne volonté : maintenir un niveau de protection pour l'industrie européenne, sans verrouiller complètement l'accès au marché pour les constructeurs chinois ni pénaliser les groupes européens qui ont industrialisé des modèles en Chine. Dans cette logique, la Commission laisse entendre que des « bonus » pourraient être accordés aux constructeurs qui s'engagent à investir sur le sol européen. BYD et Chery, qui ont déjà lancé et annoncé des usines ou des projets d'assemblage dans l'UE, apparaissent bien placés pour bénéficier de cette flexibilité. Le texte évoque aussi l'interdiction d'utiliser les gains tirés de ce mécanisme pour casser les prix sur d'autres segments, notamment les hybrides et PHEV, afin d'éviter un jeu de vases communicants qui déstabiliserait encore davantage le marché.

### Une solution de court terme, avec beaucoup de zones grises

Reste une question : comment contrôler et faire respecter ce prix plancher dans un marché où les remises, reprises, aides locales et promotions sont la norme ? Juristes et économistes pointent un casse-tête potentiel pour les autorités européennes : suivre tous les prix effectifs, et non les simples tarifs catalogue, sur des milliers de points de vente, distinguer ce qui relève d'un ajustement commercial d'une violation du plancher se révèlera impossible.

Pour l'instant, le dispositif est pensé comme un « outil supplémentaire », amené à coexister avec les surtaxes. Chaque demande devra être instruite au cas par cas, avec une lourde charge de documentation à fournir par les constructeurs candidats. Certains y voient une soupape diplomatique et une forme de pragmatisme, le temps de négocier un accord plus global sur les surcapacités chinoises. D'autres, au contraire, redoutent un système bancal qui réduira la pression sur l'industrie européenne pour monter en gamme, innover plus vite et rendre ses propres électriques réellement compétitives, sans béquille protectionniste.

## Les chiffres impressionnants de cette nouvelle batterie CATL vont changer notre regard sur l'électrique

Leader mondial des batteries avec près de 40% de part de marché, le chinois CATL dévoile une nouvelle génération de cellules 5C capables, sur le papier, de cumuler 1,8 million de kilomètres tout en encaissant des recharges ultra-rapides d'environ 12 minutes. Densité de cathode revue, électrolyte auto-réparateur, gestion thermique fine. Derrière les chiffres spectaculaires, c'est surtout la promesse d'une batterie qui dure plus longtemps que la voiture elle-même, et qui pourrait changer la façon dont on utilise et perçoit la voiture électrique. Et si la prochaine rupture de l'électrique ne venait plus de l'autonomie, mais de la longévité et de la vitesse de recharge des batteries ? C'est exactement le pari que CATL est en train de poser.

CATL dévoile une nouvelle génération de batteries 5C, c'est-à-dire capables d'accepter une puissance de charge équivalente à cinq fois leur capacité. Concrètement, une batterie de 80 kWh dimensionnée à 5C pourrait théoriquement encaisser jusqu'à 400 kW et passer de 0 à 100% en une douzaine de minutes. Au-delà de cette performance brute, le constructeur met surtout en avant la durabilité : à 20 °C, ces cellules conserveraient au moins 80% de leur capacité après 3 000 cycles complets. Pour un véhicule offrant 600 km d'autonomie, cela représente environ 1,8 million de kilomètres parcourus sans dégradation significative. Même dans des conditions extrêmes (CATL cite des tests à 60 °C, soit plein été à Dubaï), la batterie resterait au-dessus de 80% de capacité après 1 400 cycles, soit près de 840 000 km.

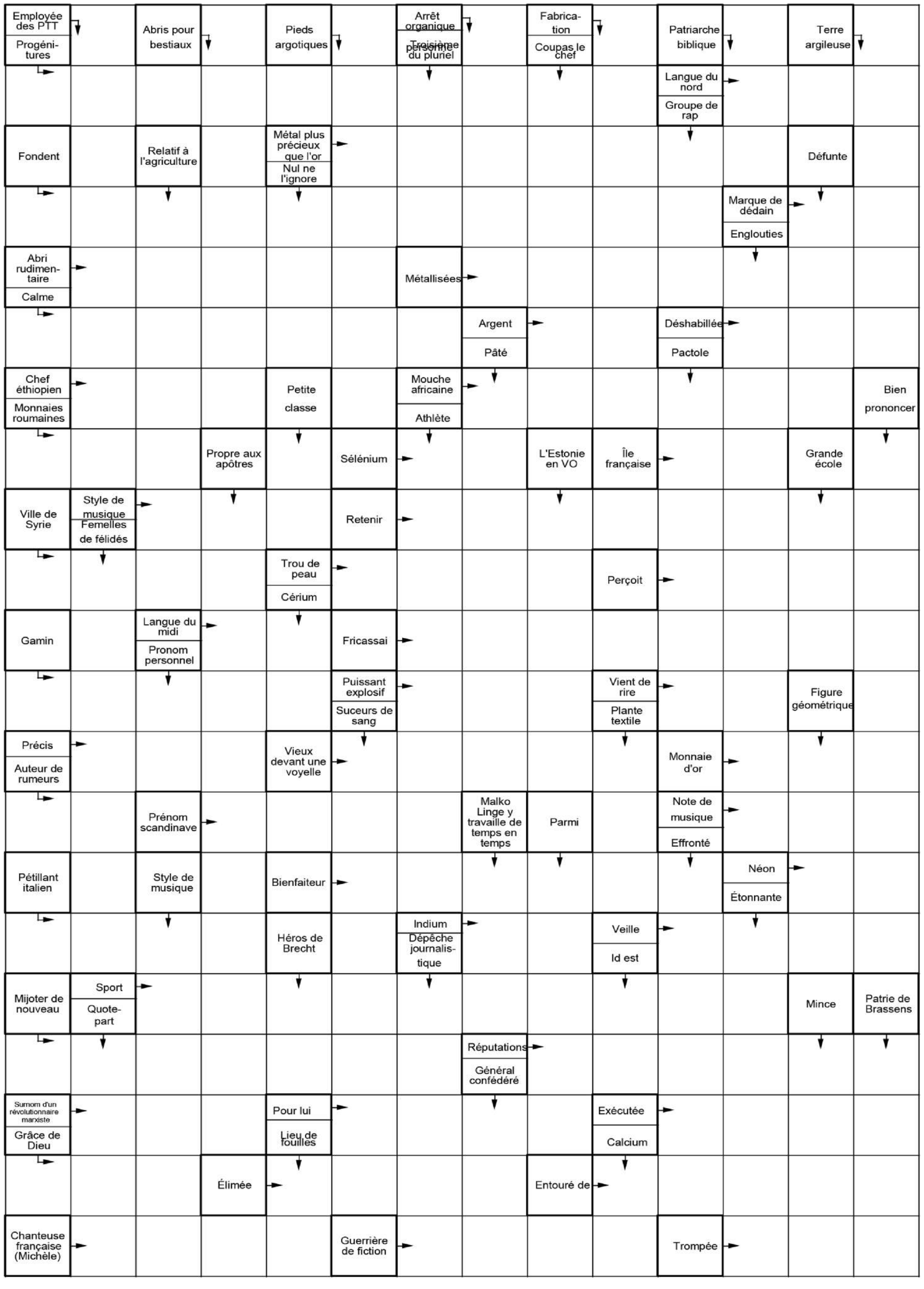
Pour situer l'ordre de grandeur, CATL affirme que ces chiffres seraient jusqu'à six fois supérieurs à la moyenne actuelle du marché. Autrement dit, dans un usage normal, la batterie survivrait à la voiture qui l'embarque, au point de rendre purement rhétorique la question du « remplacement de pack ». Ce niveau de robustesse change aussi la perception de la recharge rapide : là où beaucoup d'automobilistes craignaient encore, qu'un usage intensif des bornes ultrarapides détériore leur batterie, CATL promet au contraire des cellules conçues pour encaisser ce régime sur la durée.

Pour parvenir à ces résultats, le géant chinois empile plusieurs innovations. D'abord, un revêtement de cathode plus dense et plus uniforme, qui limite la dégradation du matériau actif sous l'effet des forts courants de charge et de décharge. Ensuite, un additif dit « réparateur » dans l'électrolyte liquide, chargé de colmater les microfissures qui apparaissent au fil des cycles et de réduire la perte irréversible de lithium. CATL évoque également des substances thermo-réactives appliquées sur le séparateur de chaque cellule, capables de moduler localement le passage des ions quand la température grimpe, afin de retarder les phénomènes de vieillissement et de réduire le risque de dérive thermique.

À ce socle chimique s'ajoute un travail sur la gestion électronique : le BMS (Battery Management System) est optimisé pour diriger le fluide de refroidissement vers les zones les plus chaudes du pack, plutôt que de refroidir l'ensemble de manière uniforme. L'objectif est ainsi à la fois de sécuriser les charges très rapides en évitant les points chauds, et en même temps de lisser les contraintes subies par la chimie dans le temps. L'ensemble doit permettre à l'utilisateur de profiter de puissances élevées de manière répétée, sans sacrifier la durée de vie, là où beaucoup de systèmes actuels se protègent en limitant fortement la puissance dès que la température grimpe.

CATL ne dit évidemment pas encore quand ces batteries 5C arriveront en production de série, ni sur quels modèles elles feront leurs débuts, ni quelle sera leur capacité exacte. Mais elles s'inscrivent clairement dans une trajectoire déjà engagée : le groupe a lancé en 2023 sa première batterie Qilin 4C, et promet pour la suite des produits encore plus radicaux, comme une deuxième génération de batterie " NMC Shenxing " annoncée avec une capacité de charge 12C.

## Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 5 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

## Le Brent à plus de 67,44 dollars

Les cours du pétrole marquaient une pause mercredi, dans un marché attentif aux tensions géopolitiques. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril grappillait 0,16%, à 67,44 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars prenait tout juste 0,28%, à 63,39 dollars.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

# Les hydrocarbures, les infrastructures et l'hydraulique à l'ordre du jour

**Par R E.**

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée au plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, au financement du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, ainsi qu'au lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République, indique un communiqué des Services du Premier ministre.
Ainsi le Gouvernement a entendu une communication sur le plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, lequel constitue un cadre stratégique majeur pour l'évolution du secteur des hydrocarbures et le soutien durable de l'économie nationale. Ce plan traduit les orientations des plus hautes autorités du pays, notamment en matière de développement des filiales de raffinage, de pétrochimie, de fertilisants et de dessalement de l'eau de mer, ainsi que les actions engagées pour améliorer la valorisation des hydrocarbures, renforcer la sécurité énergétique nationale et consolider les capacités industrielles du pays. Le Gouvernement a également entendu une communication sur le financement par la Banque africaine de développement du projet de création de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia.
Ce projet d'intérêt national s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique. A la même occasion, le Gouvernement a examiné la situation de la nomenclature des projets d'équipement inscrits dans le budget de l'Etat, en vue de procéder à l'assainissement des opérations devenues sans objet, ce qui permettra d'orienter les efforts de l'Etat vers l'achèvement des programmes en cours présentant un intérêt économique et social avéré.
Le Gouvernement a entendu une présentation sur le nouvel aliment destiné aux ovins, appelé "Sheep Date", un produit innovant issu de la valorisation optimale des rebuts de dattes. Il s'agit d'un produit innovant breveté, développé par le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra, s'inscrivant dans une démarche de valorisation de la recherche scientifique appliquée au secteur agricole. Cet aliment, conçu pour l'engraissement des ovins, devrait ainsi contribuer à offrir des alternatives aux importations de maïs fourrager.
Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la situation de l'approvisionnement en eau potable des localités connaissant un stress hydrique, notamment dans le Sud du pays, le Gouvernement a entendu une communication sur le lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République.
Enfin, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de l'opération d'importation et de distribution des bus pour le transport public, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Monsieur le président de la République relatif à l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

CONSEIL DE LA NATION

## Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique, mercredi, un communiqué de cette institution. Les questions orales concerneront les secteurs de l'intérieur, des collectivités locales et des transports, de l'industrie, des travaux publics et des infrastructures de base, ainsi que du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, précise la même source.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

## *La démographie, le gaz et l'IA pour redresser l'économie ?*

**Pendant longtemps, on a cru que le problème de démographie ne se posera jamais pour faire fonctionner l'économie. On a commencé à croire que les énergies fossiles (hydrocarbures) n'ont pas pour longtemps.** Et maintenant, c'est le tour de l'IA de jouer la vedette. En réalité tout s'emboite pour assurer une continuité de l'activité économique. Ce qui est intéressant à comprendre, ce sont les formes, les modalités et les rythmes dans les transitions pour chaque type de phénomène.
La démographie est le phénomène le plus ancien et qui va continuer à exister tant que l'humanité existe. Le monde a vécu des moments graves de rupture dans les cycles de renouvellement de la population, mais sur le long terme la population n'a jamais cessé de croitre, sauf à de rares exceptions et dans certaines régions, suite à des guerres ou des épidémies. Vite le rythme de croissance aura repris et l'abondance de la main d'œuvre redevient l'une des caractéristiques principales du capitalisme. L'excédent de force de travail sur le marché est une nécessité pour le capital. Quand des pays sont en déficit de main d'œuvre, ils font appel à la main d'œuvre étrangère pour faire l'appoint ou pour faire face à une conjoncture passagère. Depuis le début de ce siècle, certains pays commencent à connaitre des déficits chronique en main d'œuvre et voient leur population diminuée ou changer de structure en inversant la pyramide des âges. Les pays les plus touchés par ce phénomène de perte de la population sont généralement des pays avancés, riches, industrialisés, comme le Japon, la Corée du Sud, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et même la Russie. Tous ces pays ont un taux de fécondité/femme inférieur au seuil de renouvellement naturel (2.1 enfants par femme). Ces pays, après avoir pratiqué des politiques de contrôle de l'immigration, s'ouvrent aujourd'hui à la main d'œuvre étrangère pour combler les déficits intérieurs dans plusieurs secteurs. L'Allemagne a été le premier de l'UE à avoir autorisé l'entrée de population immigrée de manière massive en 2011/2012 en recevant près d'un million de syriens, souvent en familles entières. L'Italie et l'Espagne se lancent dans des opérations de régularisation des immigrés clandestins ou par des visas d'entrée par vague. Ainsi l'Espagne organise une opération touchant plus de 500.000 personnes et l'Italie annonce un programme de 950.000 personnes étalé sur trois ans. La population allemande a baissé de 100.000 personnes en 2025. Le Japon perd entre 300.000 et 500.000 personnes chaque année malgré une augmentation importante de la longévité. L'immigration régulière, en recul, ne peut plus compenser le déclin démographique naturel. Seules la France et la Grande Bretagne maintiennent un contrôle strict sur les flux migratoires ; la première organise plus d'expulsion des sans-papiers (+15.7% en 2025) et moins de régularisation (-10% EN 2025), alors la seconde voit sa population immigrée baissée. Jusqu'à quand ces deux pays vont résister au manque de main d'œuvre ; c'est le cas aussi du Japon et de la Corée du Sud qui demeurent fermés à l'immigration.
L'Afrique garde le Leadership mondiale en matière démographique, le Niger à l'honneur avec 7 enfants par femme.
Voyons ce qu'il se passe du côté des énergies fossiles. Le gaz a le vent en poupe en ce moment. Il a été plébiscité par beaucoup de pays pour sa faible émission de gaz à effet de serre et par sa combustion moins polluante, comparé au charbon et au pétrole. Il a été aussi préconisé pour organiser une transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables. Les contraintes liées à son transport ont toujours été un facteur de limitation en raison des coûts exorbitants dans la liquéfaction et la regazéification. Aujourd'hui, de grands investissements sont engagés dans ce domaine. En effet, les investissements dans le GNL explosent (exemple de TotalEnergies qui a mis 20 Mds de $ pour le redémarrage de son usine au Mozambique). De gros investissements se mettent en place en Europe aussi pour recevoir le gaz de schiste américain. L'AIEA estime que dans les 5 prochaines années des projets d'une capacité totale de 300 Mds de m3 par an seront mises sur le marché et l'essentiel de ce volume viendra des USA et du Canada. La décarbonation peut attendre. Le prix du gaz peut connaitre une baisse dans les années à venir. Le gaz a encore une longue vie. Son prix peut baisser si l'on considère les réserves de gaz disponibles dans le monde. En effet, le gaz est disponible un peu partout dans le monde (toutes ses formes, conventionnel, de schiste, bitumeux, ...).
L'IA est sur toutes les lèvres, sur tous les magazines, sur toutes les revues scientifiques et les programmes universitaires. Elle annonce des merveilles tant dans le domaine économique que dans la vie de tous les jours. Elle assiste l'homme, parfois le remplace, souvent le surveille et même peut le déresponsabiliser.
Dans le sillage du déclin démographique, l'IA peut faire l'affaire en accomplissant totalement ou partiellement des tâches humaines, c'est l'un de ses apports à la civilisation humaine. Mais parallèlement, elle peut déshumaniser les relations sociales, déresponsabiliser des actes commis par elle qui sont répréhensibles ; elle peut détruire l'éthique et les valeurs morales. Soit, mais ceci ne doit en aucun cas limiter son action et son développement au profit de cette même humanité en apportant des solutions aux nombreux problèmes de santé, de mobilité, de sécurité etc… Le problème est de trouver les formes et les moyens pour la réguler, la contrôler, la canaliser etc… Dans le même sillage du développement durable et de la réduction des émissions de GES, l'IA s'avère énergivore. Au stade de son développement actuel (début), elle consomme (Data Center) plus de 2% de l'énergie consommée dans le monde, l'équivalent de la consommation d'une ville comme Tokyo.
Cherchons l'équilibre entre tous ces paramètres : Population, Energie, Technologie numérique. L'intelligence humaine doit trouver cet équilibre si elle veut garder une certaine légitimité et une certaine supériorité.